



**REGARDS CROISÉS SUR LA TURQUIE**  
**UNE PUISSANCE AU CARREFOUR DES MONDES**

Par la Délégation Internationale Turquie

*Ce texte n'engage que la responsabilité des auteurs. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.*

# SOMMAIRE

À PROPOS DU DOSSIER.....	4
À PROPOS DES AUTEURS ET AUTRICES.....	5
<b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....</b>	<b>7</b>
<b>AUX ORIGINES DE LA TURQUIE CONTEMPORAINE : HÉRITAGE OTTOMAN, MÉMOIRE IMPÉRIALE ET CONSTRUCTION D'UNE IMAGE INTERNATIONALE .....</b>	<b>14</b>
<b>LE KÉMALISME : GENÈSE, PRINCIPES ET HÉRITAGES POLITIQUES .....</b>	<b>24</b>
<b>L'ÉCONOMIE TURQUE FACE À SES PARTENAIRES CLÉS.....</b>	<b>28</b>
<b>LA PUISSANCE CYBER TURQUE .....</b>	<b>36</b>
<b>LA PLACE DE L'ARMÉE TURQUE .....</b>	<b>48</b>
<b>L'INDUSTRIE DE DÉFENSE TURQUE : ACTEUR ESSENTIEL POUR COMPRENDRE LA TURQUIE CONTEMPORAINE.....</b>	<b>63</b>
<b>ANKARA À LA CONQUÊTE DE L'AFRIQUE .....</b>	<b>72</b>
<b>LA TURQUIE ET LE MONDE TURCQUE : ENTRE STRATÉGIE DE PUISSANCE, DIPLOMATIE IDENTITAIRE ET RECOMPOSITION EURASIATIQUE.....</b>	<b>78</b>
<b>LA TURQUIE COMME PUISSANCE MÉDIATRICE ET ÉNERGETIQUE DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE.....</b>	<b>93</b>
<b>LA TURQUIE FACE AUX ENJEUX MIGRATOIRES CONTEMPORAINS : ENTRE GÉOSTRATÉGIE, ACCUEIL DES RÉFUGIÉS SYRIENS ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE .....</b>	<b>98</b>

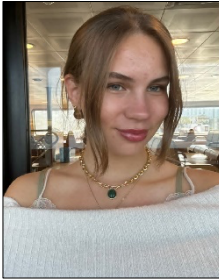
# À PROPOS DU DOSSIER

Ce dossier est le résultat et l'aboutissement d'une année de travail au sein de la délégation Turquie des Jeunes IHEDN pour la promotion 2025-2026. Ce projet est né d'un constat partagé par nos membres : celui d'une méconnaissance importante de la Turquie et des nombreux enjeux qui la composent. Trop souvent résumée à son actualité politique ou à sa position géographique, la Turquie demeure pourtant un acteur central sur les plans historique, stratégique, diplomatique et culturel.

Notre objectif, à travers ce dossier, est donc d'offrir à nos lecteurs un moyen de découvrir la Turquie sous différents aspects et à travers plusieurs regards. Nous avons souhaité proposer un travail accessible et rigoureux, permettant d'aborder aussi bien des rappels historiques essentiels que des analyses plus actuelles sur la politique turque et la place de la Turquie sur la scène internationale.

Les thèmes abordés dans ce dossier sont variés et reflètent les réflexions menées tout au long de l'année lors de nos réunions, conférences et différents événements organisés par la délégation. Chaque sujet traité est le fruit d'un travail de recherche, d'échange et de rédaction mené par les membres impliqués dans ce projet afin de contribuer, à notre échelle, à une réflexion plus large sur les enjeux qui traversent cette région essentielle des relations internationales.

## À PROPOS DES AUTEURS ET AUTRICES



**Alix Bouan** est étudiante en sciences politiques européennes à ESPOL, elle a effectué un échange universitaire à l'Université Bahçeşehir d'Istanbul. Elle s'intéresse aux enjeux géopolitiques du Caucase ainsi qu'aux questions de défense, notamment dans le contexte des nouvelles conflictualités contemporaines.



**Thomas Germentot** suit un master de relations internationales entre l'Université Libre de Bruxelles et l'Université Galatasaray d'Istanbul. Son parcours académique, marqué par une forte internationalisation et son engagement associatif, nourrit ses travaux consacrés à la BITD turque et aux dynamiques géopolitiques de la région. Il co-dirige également la Délégation internationale des Jeunes IHEDN Turquie.



**Nesrin Gürsal** est étudiante en troisième année à Sciences Po Paris, elle effectue un échange à l'Université Boğaziçi d'Istanbul. Son parcours est marqué par un intérêt particulier pour le Moyen-Orient, notamment les interactions culturelles, historiques et sécuritaires entre les pays de la région. Elle est également responsable de la Délégation internationale des Jeunes IHEDN Turquie.



**Charline Hutin** est en stage à l'État-major des Armées et étudiante en relations internationales, elle suit un parcours civilo-militaire la dirigeant vers la gestion de crise et les enjeux de sécurité intérieure. Son expérience à Istanbul a considérablement renforcé sa compréhension des jeux d'alliance intercontinentaux, en marge de l'OTAN qu'elle étudie depuis trois ans.



**Yasmine Abdi** suit un master en négociation internationale et interculturelle à Aix-en-Provence. Son parcours académique et ses expériences de terrain nourrissent son engagement pour la protection de l'enfance et les dynamiques humanitaires internationales, avec un intérêt particulier pour les politiques publiques, les organisations internationales et la gestion de projets.



**Elisabeth Prudent** suit une licence en sciences sociales à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Son parcours académique, à la croisée de la socio-anthropologie et des relations internationales, s'inscrit dans une forte ouverture culturelle et internationale. Ses différents travaux et engagements portent notamment sur les enjeux géopolitiques, les rapports de pouvoirs ainsi que l'impact des nouvelles technologies sur les sociétés.



**Ozan Salbas** est étudiant en bachelor à Sciences Po Paris et actuellement en échange à l'Université Boğaziçi, il s'intéresse particulièrement à la géopolitique du Moyen-Orient et de la Turquie, en lien avec ses origines turques et kurdes. Membre des Jeunes IHEDN depuis 2025, il souhaite approfondir les enjeux géopolitiques et sécuritaires liés à cette région.



**Anastasia Weber** suit un double master en sécurité globale et analyse politique internationale entre l'Université Galatasaray d'Istanbul et l'Université de Bordeaux. Son parcours international a été enrichi par des échanges académiques au Canada et en Hongrie et nourrit ses travaux consacrés aux stratégies d'influence russes et aux dynamiques géopolitiques en Asie centrale.

# Présentation générale

Par Alix Bouan

---

## Contexte historique et politique

La République de Turquie est proclamée le 29 octobre 1923, à la suite de l'effondrement de l'Empire ottoman, qui avait dominé une grande partie du bassin méditerranéen, du Moyen-Orient et de l'Europe du Sud-Est pendant plus de six siècles<sup>1</sup>. La fondation de l'État moderne turc est indissociable de la figure de Mustafa Kemal Atatürk, chef militaire et homme d'État, qui engage une vaste entreprise de réformes visant à transformer un empire multiethnique et multiconfessionnel en un État-nation centralisé, laïc et tourné vers l'Occident<sup>1</sup>. Ces réformes touchent l'ensemble des structures politiques, juridiques, sociales et culturelles du pays : abolition du califat, adoption d'un droit civil inspiré des modèles européens, réforme de l'alphabet, promotion de la laïcité et renforcement du rôle de l'État<sup>1</sup>. La Turquie se définit alors comme une république unitaire, souveraine et officiellement laïque.

La Constitution actuellement en vigueur date de 1982, dans un contexte de retour à l'ordre institutionnel après le coup d'État militaire de 1980<sup>2</sup>. Elle a fait l'objet de plusieurs révisions majeures, notamment en 2010 et surtout lors des réformes constitutionnelles de 2017–2018, qui ont profondément modifié l'équilibre des pouvoirs. Ces réformes ont instauré un régime présidentiel fort, supprimé le poste de Premier ministre et renforcé les prérogatives du président de la République<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Britannica 2026, *Kemal Atatürk – Turkish Republic, Modernization, Reforms*, Encyclopaedia Britannica, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur : <https://www.britannica.com/biography/Kemal-Ataturk/The-Turkish-republic>.

<sup>2</sup> MJP – Université de Perpignan 2026, *Constitution of Turkey*, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/tr.html>.

<sup>3</sup> Republic of Turkey 1982/2017, *Constitution of the Republic of Turkey* (texte officiel consolidé), consulté le 15 janvier 2026, disponible sur : [https://www.anayasa.gov.tr/media/7258/anayasa\\_eng.pdf](https://www.anayasa.gov.tr/media/7258/anayasa_eng.pdf).

## Géographie et environnement

La Turquie occupe une position géographique singulière, à la croisée de l'Europe et de l'Asie : environ 97 % de son territoire est situé en Asie (péninsule anatolienne) et 3 % en Europe (Thrace orientale), ce qui confère au pays une importance stratégique majeure sur les plans géopolitique et économique<sup>4</sup>. D'une superficie d'environ 783 562 km<sup>2</sup>, elle est bordée par huit pays : la Grèce, la Bulgarie, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan (Nakhitchevan), l'Iran, l'Irak et la Syrie, et par quatre mers : la mer Noire au nord, la mer Égée à l'ouest, la mer Méditerranée au sud et la mer de Marmara qui relie les détroits du Bosphore et des Dardanelles.

La capitale, Ankara, est située au cœur de l'Anatolie centrale et constitue la deuxième plus grande ville du pays après Istanbul, avec environ 5,8 millions d'habitants<sup>5</sup>. Istanbul, principale métropole turque, se distingue par sa situation unique à cheval sur deux continents, séparés par le détroit du Bosphore. D'autres grandes villes structurent le territoire national, telles qu'Izmir, Bursa, Antalya, Konya ou Gaziantep<sup>6</sup>.

La diversité géographique du pays se traduit par une grande variété de paysages et de climats, comprenant des régions montagneuses, de vastes plateaux anatoliens, des littoraux méditerranéens et égéens, ainsi que des zones agricoles fertiles et des espaces urbains densément peuplés.

## Données démographiques

Avec une population estimée à environ 87,7 millions d'habitants en 2025, la Turquie figure parmi les pays les plus peuplés du monde, occupant le 18<sup>e</sup> rang

<sup>4</sup> *Turkey: Geography*, Encyclopaedia Britannica, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.britannica.com/place/Turkey/Geography>.

<sup>5</sup> *Ankara*, Encyclopaedia Britannica (données population), consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://en.wikipedia.org/wiki/Ankara>.

<sup>6</sup> Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères 2025, *Présentation de la Turquie*, Diplomatie.gouv.fr, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/turquie/presentation-de-la-turquie/>.

mondial<sup>7</sup>. La densité de population est d'environ 114 habitants par km<sup>2</sup>, avec de fortes disparités entre les grandes métropoles et les zones rurales. La population turque est relativement jeune, avec un âge médian d'environ 33,5 ans, ce qui constitue à la fois un atout économique potentiel et un défi en matière d'emploi, d'éducation et de politiques sociales.

Le pays connaît un fort taux d'urbanisation : près de 77 % de la population vit en zone urbaine, Istanbul concentrant à elle seule une part importante de la population nationale, suivie par Ankara, Izmir, Bursa et Antalya. L'espérance de vie moyenne est estimée à environ 78,1 ans selon les données officielles turques les plus récentes, un niveau comparable à celui de nombreux pays européens, malgré des disparités selon les régions et les catégories sociales<sup>8</sup>.

## Religions et société

La population turque est majoritairement musulmane : environ 98 % des habitants s'identifient comme musulmans, tandis que l'athéisme, l'agnosticisme et les autres religions constituent une très faible part de la population totale<sup>9</sup>.

Selon des enquêtes sociologiques, la proportion de personnes se déclarant « très pieuses » a tendance à diminuer au fil du temps, reflétant des évolutions dans les pratiques religieuses individuelles malgré une forte identification nominale à l'islam<sup>10</sup>. La place de la religion dans la société turque s'inscrit dans le cadre du principe de laïcité instauré par Mustafa Kemal Atatürk : depuis 1923, la Turquie est officiellement un État laïc, et la Constitution garantit la liberté de religion et de

<sup>7</sup> Worldometer 2025, *Turkey Population (2025) Demographics: Population, Density, Age, Urbanization*, Worldometer (basé sur United Nations Population Division data), consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.worldometers.info/world-population/turkey-population/>.

<sup>8</sup> Anadolu Agency 2025, *Life expectancy at birth in Türkiye rises to 78.1 years*, Anadolu Agency, 30 juillet 2025, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.aa.com.tr/en/turkiye/life-expectancy-at-birth-in-turkiye-rises-to-781-years/3646019>.

<sup>9</sup> Zurlo, G.A. & Johnson, T.M. (eds.) 2024, *Turkey / Türkiye – Background Information*, Open Doors Background Dossier, World Christian Database, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.open-doors.se/filer/landsinformation2025-Turkey.pdf>.

<sup>10</sup> *Irreligion in Turkey*, Grokipedia, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: [https://grokipedia.com/page/Irreligion\\_in\\_Turkey](https://grokipedia.com/page/Irreligion_in_Turkey).

conscience, tout en encadrant l'enseignement religieux sous la surveillance des autorités publiques<sup>11</sup>.

Réélu en mai 2023 pour un troisième mandat, le président Recep Tayyip Erdoğan dirige un gouvernement souvent décrit comme islamo-conservateur. Sous son autorité, la religion occupe une place croissante dans la vie publique ; la Direction des Affaires religieuses (Diyanet), l'institution publique chargée des affaires religieuses, a vu son budget fortement augmenter, atteignant environ 91,8 milliards de livres turques pour 2024, soit une hausse notable par rapport à l'année précédente<sup>12</sup>.

Cette évolution est toutefois plus marquée en dehors des grandes agglomérations : dans les principales villes du pays : Istanbul, Ankara et Izmir, les modes de vie demeurent souvent plus sécularisés, avec des pratiques religieuses moins fréquentes et des modes de vie culturellement marqués par des influences occidentales.

## Économie

L'économie turque est diversifiée et repose sur un équilibre entre agriculture, industrie et services, et la Turquie est membre du G20 et de l'OCDE<sup>13</sup>. En 2024, le produit intérieur brut (PIB) nominal est estimé à environ 1,32 trillion de dollars américains, ce qui place la Turquie au 17<sup>e</sup> rang des économies mondiales. Le PIB par habitant s'élève à environ 15 461 USD la même année. La croissance

<sup>11</sup> *Freedom of religion in Turkey*, Wikipedia, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: [https://en.wikipedia.org/wiki/Freedom\\_of\\_religion\\_in\\_Turkey](https://en.wikipedia.org/wiki/Freedom_of_religion_in_Turkey).

<sup>12</sup> Duvar English 2023, *Turkish Religious Affairs Directorate's 2024 budget increases by 151 pct*, Duvar English, 25 novembre 2023, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.duvarenglish.com/turkish-religious-affairs-directorys-2024-budget-increases-by-151-pct-news-63391>.

<sup>13</sup> World Bank 2025, *Türkiye Overview: Development news, research, data*, The World Bank, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.worldbank.org/en/country/turkey/overview>.

économique est restée positive en 2024, avec un taux d'environ 3,2 %, bien que ce soit un ralentissement par rapport aux années précédentes<sup>14</sup>.

L'économie turque est notamment marquée par une inflation élevée sur plusieurs années, reflétant des tensions monétaires et des fluctuations importantes du taux de change, même si les autorités poursuivent des politiques de désinflation<sup>15</sup>. Le taux de chômage est estimé autour de 9 % en 2025, avec des variations selon l'âge, le niveau de qualification et les régions<sup>16</sup>.

## Systeme politique et institutions

Depuis les réformes constitutionnelles de 2017–2018, la Turquie fonctionne selon un régime présidentiel, instauré à la suite du référendum du 16 avril 2017. À la suite de son adoption, le poste de Premier ministre a été supprimé et le président exerce désormais à la fois les fonctions de chef de l'État et de chef du gouvernement, avec des pouvoirs exécutifs étendus<sup>17</sup>. Dans ce système, le président est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans, et les élections présidentielles et législatives ont lieu simultanément tous les cinq ans conformément aux dispositions constitutionnelles modifiées<sup>18</sup>.

Recep Tayyip Erdoğan occupe la fonction présidentielle depuis 2014, et il a été réélu à plusieurs reprises sous le nouveau régime politique, notamment lors des

<sup>14</sup> TradingEconomics 2025, *Turkey - GDP growth 2024*, TradingEconomics, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://tradingeconomics.com/turkey/full-year-gdp-growth>.

<sup>15</sup> TradingEconomics 2025, *Turkey - Inflation Rate*, TradingEconomics, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://tradingeconomics.com/turkey/inflation-cpi>.

<sup>16</sup> Lloyds Bank Trade 2025, *The economic context of Türkiye*, Lloyds Bank Trade, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.lloydsbanktrade.com/en/market-potential/turkiye/economical-conte>.

<sup>17</sup> *2017 Turkish constitutional referendum*, Wikipedia, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: [https://en.wikipedia.org/wiki/2017\\_Turkish\\_constitutional\\_referendum](https://en.wikipedia.org/wiki/2017_Turkish_constitutional_referendum).

<sup>18</sup> NYU Law Globalex 2017, *Constitutional Amendments of 2017: Transition to Presidential System in Turkey*, Globalex, consulté le 15 janvier 2026; disponible sur: [https://www.nyulawglobal.org/globalex/2017\\_turkey\\_constitution\\_amendments.html](https://www.nyulawglobal.org/globalex/2017_turkey_constitution_amendments.html).

élections générales tenues après l'entrée en vigueur du système présidentiel en 2018<sup>19</sup>.

Le pouvoir législatif est exercé par la Grande Assemblée nationale de Turquie, un parlement monocaméral composé de 600 députés élus pour des mandats de cinq ans, ce nombre ayant été porté de 550 à 600 pour mieux représenter la population dans le cadre des réformes constitutionnelles de 2017.

## Place de la Turquie sur la scène internationale

La Turquie occupe une place importante dans les relations internationales en raison de sa position géographique stratégique au carrefour de l'Europe, du Moyen-Orient, du Caucase et de l'Asie centrale, de son poids démographique et de son rôle politique et économique sur plusieurs scènes régionales et mondiales<sup>20</sup>. Membre fondateur des Nations unies depuis 1945, la Turquie s'est rapidement engagée dans diverses organisations internationales après la Seconde Guerre mondiale : elle est membre du Conseil de l'Europe depuis 1949, de l'OTAN depuis 1952 et de l'OCDE depuis 1961, ce qui illustre son ancrage dans l'ordre politique et économique occidental<sup>21</sup>.

Officiellement candidate à l'adhésion à l'Union européenne depuis 1987, le processus d'adhésion est aujourd'hui ralenti ou au point mort, mais le statut de candidat continue de structurer, au moins formellement, le dialogue politique entre Ankara et Bruxelles. En tant que membre du G20, la Turquie est également reconnue comme l'une des vingt économies les plus importantes du monde, ce qui renforce son rôle dans les discussions économiques internationales.

<sup>19</sup> *Président de la république de Turquie*, Wikipedia, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pr%C3%A9sident\\_de\\_la\\_r%C3%A9publique\\_de\\_Turquie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pr%C3%A9sident_de_la_r%C3%A9publique_de_Turquie).

<sup>20</sup> TC-America 2026, *Türkiye and Europe: History and Membership in International Organizations*, TC-America, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.tc-america.org/issues-information/turkiye-and-europe-32.htm> (tc-america.org).

<sup>21</sup> Consilium.europa.eu 2024, *Turkey – Enlargement and EU Relations*, Conseil de l'Union européenne, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/turkiye/> (consilium.europa.eu).

Enfin, du fait de sa situation à l'intersection de zones de tensions et de brassages géopolitiques majeurs, notamment les flux migratoires, les questions énergétiques et les crises régionales, la Turquie joue un rôle régional majeur tant sur le plan politique qu'économique et énergétique, en étant un interlocuteur clé pour les partenaires européens, moyen-orientaux et caucasiens.



# Aux origines de la Turquie contemporaine : héritage ottoman, mémoire impériale et construction d'une image internationale

Par Nesrin Gursal

---

L'histoire de l'Empire ottoman ne saurait être réduite à une simple trajectoire de conquête, de domination puis de déclin. Elle s'inscrit au contraire dans une temporalité longue, marquée par des continuités profondes, des adaptations constantes et des ruptures structurantes. Né dans l'espace anatolien à la croisée de mondes multiples, l'Empire ottoman hérite d'un ensemble complexe de traditions politiques, culturelles et religieuses issues à la fois du monde byzantin, de l'islam seldjoukide et des sociétés locales. Retracer son évolution, depuis l'installation des Turcs en Anatolie jusqu'aux transformations qui mènent à la naissance de la République turque, permet ainsi de comprendre comment un petit beylik frontalier est devenu l'un des empires les plus durables de l'histoire, avant de se redéfinir face aux défis de la modernité.

## De l'Anatolie seldjoukide à la naissance de l'Empire ottoman : continuités et ruptures (XIe-XVe siècles)

L'arrivée des peuples turcs en Anatolie à partir du XI<sup>e</sup> siècle s'inscrit dans une histoire régionale marquée de longue date par la circulation des hommes, des cultures et des pouvoirs. Située à la jonction de l'Europe et de l'Asie, l'Anatolie constitue depuis l'Antiquité un espace de contact et de confrontation entre des mondes multiples. Bien avant l'installation des Turcs, Grecs, Romains, Byzantins, Arméniens et Arabes y ont successivement façonné des structures politiques et culturelles durables. Ce caractère pluriel explique en grande partie la capacité du territoire à absorber de nouvelles populations sans rupture totale.

Au tournant de l'an mil, l'Anatolie est majoritairement contrôlée par l'Empire byzantin, mais celui-ci connaît un affaiblissement progressif lié à des crises internes, des difficultés économiques et une pression militaire croissante sur ses frontières orientales. C'est dans ce contexte que les Turcs seldjoukides, issus des confédérations oghouzes d'Asie centrale et récemment islamisés, entament leur avancée vers l'ouest. La bataille de Manzikert, en 1071<sup>22</sup>, constitue un moment décisif : la défaite byzantine ouvre durablement l'Anatolie aux migrations turques, sans pour autant entraîner une conquête immédiate et uniforme.

Les XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles voient ainsi se mettre en place un processus lent d'installation et de transformation. Des tribus turques s'établissent dans les campagnes anatoliennes et interagissent avec les populations locales et participent à un espace politique fragmenté, partagé entre Byzantins, principautés arméniennes, États latins issus des croisades et pouvoirs turcs émergents<sup>23</sup>. Le sultanat seldjoukide de Roum, centré autour de Konya, s'impose progressivement comme un acteur majeur, structurant la région sans effacer les héritages antérieurs. L'administration s'inspire largement des traditions persanes, la culture savante s'exprime en persan, tandis que le cadre religieux repose sur l'islam sunnite, hérité du monde arabe. Parallèlement, des éléments byzantins persistent dans l'urbanisme, l'architecture et les pratiques locales.

### **Forger un empire dans la diversité : organisation, culture et pouvoir dans l'Empire ottoman des origines à l'âge d'or**

De cette rencontre naît une première identité turco-anatolienne, perceptible notamment dans le domaine artistique. L'architecture seldjoukide, marquée par les madrassas monumentales, les caravansérails et les portails richement décorés, illustre une synthèse entre influences islamiques, persanes et

<sup>22</sup> Que s'est-il passé lors de la bataille de Manzikert, le 26 août 1071 ? <https://lepetitjournal.com/istanbul/que-sest-il-passe-lors-de-la-bataille-de-manzikert-le-26-ao>

<sup>23</sup> D'où viennent les Turcs. <https://www.lhistoire.fr/do%C3%B9-viennent-les-turcs>

anatoliennes. La calligraphie et les motifs géométriques deviennent des formes d'expression centrales, traduisant l'intégration de l'Anatolie au monde islamique tout en affirmant une spécificité régionale<sup>24</sup>. Le multiculturalisme, loin d'être un phénomène récent, s'impose dès cette période comme une caractéristique structurelle du territoire.

L'effondrement progressif du pouvoir seldjoukide au XIII<sup>e</sup> siècle ouvre la voie à l'émergence de nouvelles principautés turques, parmi lesquelles se distingue celle des Ottomans. Issue d'un petit beylik frontalier dirigé par Osman Ier, la dynastie Osmanli s'impose progressivement grâce à une combinaison de pragmatisme politique, de mobilité militaire et d'adaptation aux réalités locales<sup>25</sup>. Les Ottomans tirent parti de leur position frontalière face à l'Empire byzantin, attirant des populations diverses et intégrant des élites chrétiennes comme musulmanes dans leur appareil politique.

La prise de Bursa en 1326 marque une étape décisive, en permettant la sédentarisation du pouvoir ottoman et la mise en place d'une administration structurée. L'expansion se poursuit vers les Balkans avec la conquête d'Edirne, qui transforme l'État ottoman en une puissance transcontinentale<sup>26</sup>. Cette capacité à s'implanter durablement en Europe, tout en conservant ses bases anatoliennes, constitue l'un des fondements de la future puissance impériale.

La conquête de Constantinople en 1453 par Mehmet II symbolise l'aboutissement de ce processus. En s'emparant de l'ancienne capitale byzantine, les Ottomans ne mettent pas seulement fin à un empire millénaire ; ils s'approprient également son

<sup>24</sup> Déroche, François. « Maîtres et disciples : la transmission de la culture calligraphique dans le monde ottoman ». *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol. 75, n° 1, 1995, p. 81-90. [www.persee.fr](http://www.persee.fr), <https://doi.org/10.3406/remmm.1995.2611>

<sup>25</sup> Mantran, Robert. « L'Empire ottoman : une conception pragmatique du pouvoir ». *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, vol. 137, n° 3, 1993, p. 757-63. [www.persee.fr](http://www.persee.fr), <https://doi.org/10.3406/crai.1993.15257>.

<sup>26</sup> Delorme, O. (2014). Chapitre II. Entre la mitre et le turban (XIe-XVe siècle) La Grèce et les Balkans (Tome 1) (p. 57-99). Gallimard. <https://shs.cairn.info/la-grece-et-les-balkans-tome-1--9782070396061-page-57?lang=fr>.

héritage politique et symbolique<sup>27</sup>. Constantinople, devenue Istanbul, s'impose comme le centre d'un État impérial désormais pleinement constitué. La mise en place d'un système administratif et juridique combinant droit islamique, droit impérial et traditions héritées des mondes byzantin et persan assure la stabilité et la longévité de l'Empire ottoman.

L'affirmation de l'Empire ottoman au XVe siècle ne repose pas uniquement sur ses conquêtes territoriales ou sur l'habileté militaire de ses souverains. Elle s'appuie avant tout sur la mise en place d'un système d'organisation sociale, religieuse et juridique particulièrement original, capable de gouverner durablement un espace immense et profondément hétérogène. Héritier des expériences seldjoukides et byzantines, l'État ottoman développe un modèle impérial fondé sur l'intégration, la circulation et l'adaptation, plutôt que sur l'uniformisation forcée.

Au cœur de cette organisation se trouve le système des millets, qui structure la coexistence religieuse au sein de l'Empire. Les grandes communautés non musulmanes (orthodoxes grecs, arméniens, juifs) sont reconnues comme entités autonomes, disposant de leurs propres institutions religieuses, éducatives et judiciaires pour les affaires internes. En échange de leur loyauté envers le sultan et du paiement de l'impôt, ces communautés conservent leurs traditions, leurs langues et leurs cadres sociaux<sup>28</sup>. Ce système, loin d'être égalitaire au sens moderne, permet néanmoins une cohabitation relativement stable entre populations grecques, arméniennes, juives, arabes, balkaniques et turques, dans un espace impérial marqué par la diversité.

Parallèlement, l'Empire ottoman développe des mécanismes originaux de recrutement et de gouvernance. Le *devshirme*, souvent réduit à une lecture

<sup>27</sup> Villehardouin, Geoffroi de, et Henri de Valenciennes. Conquête de Constantinople. Firmin-Didot, 1882

<sup>28</sup> Yilmaz, Ahmet Yusuf, et Tevfik Erdem. « Osmanlı Millet Sistemi ve Milliyetçilik ile İlişkisi ». Turkish Studies-Economics, Finance, Politics, null, n° Volume 15 Issue 4, août 2024, p. 2563-77. [turkishstudies.net, https://doi.org/10.47644/TurkishStudies.46455](https://doi.org/10.47644/TurkishStudies.46455)

simplificatrice, consiste en la levée périodique d'enfants chrétiens destinés à être formés au service de l'État. Éduqués dans l'islam et les disciplines administratives ou militaires, ces jeunes peuvent accéder aux plus hautes fonctions, notamment au sein du corps des *janissaires*, infanterie d'élite et pilier de l'armée ottomane<sup>29</sup>. Ce système favorise une forme de méritocratie impériale et renforce la loyauté envers le sultan, tout en contribuant à la centralisation du pouvoir.

L'architecture juridique de l'Empire repose quant à elle sur un équilibre subtil entre la charia, droit islamique garantissant l'ordre moral et religieux, et le *kanun*, droit coutumier et impérial promulgué par le sultan. Cette dualité permet une grande souplesse administrative, notamment dans la gestion des campagnes, organisées autour du système des *timars*, qui assurent à la fois la fiscalité, le contrôle territorial et la mobilité des élites militaires<sup>30</sup>. La circulation des hommes, des marchandises et des idées à l'intérieur de l'Empire est ainsi facilitée, faisant de l'espace ottoman un véritable monde connecté avant l'heure.

C'est sur ces bases institutionnelles solides que s'épanouit, au XVI<sup>e</sup> siècle, ce que l'historiographie désigne comme l'âge d'or ottoman, incarné par la figure de Soliman le Magnifique. Sous son règne, l'Empire atteint son apogée territorial, s'étendant de l'Europe centrale aux rives de la mer Rouge, tout en affirmant sa puissance maritime et diplomatique face aux grandes monarchies européennes. Soliman n'est pas seulement un conquérant ; il est aussi un législateur, un administrateur et un mécène éclairé. Connu sous le nom de plume de Muhibbi, il incarne l'idéal du souverain-poète, protecteur des arts et des lettres<sup>31</sup>.

La cour impériale devient alors un centre de rayonnement culturel majeur. Les arts textiles, la céramique, l'orfèvrerie et le cérémonial de cour participent à la

<sup>29</sup> « Les janissaires : la chute de la garde personnelle du sultan ottoman ». Histoire et Civilisations.com, 24 juillet 2020,

<sup>30</sup> Özkoray, H.-G. (2022). Droit ottoman (XVIe-XIXe siècle) Dans I. Poutrin et É. Lusset Dictionnaire du fouet et de la fessée : Corriger et punir (p. 235-238). Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.poutr.2022.01.0235>

<sup>31</sup> Soliman Ier (1494-1566). <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Soliman-Ier-1494-1566.html>

mise en scène d'un pouvoir à la fois sacralisé et universel. Cette magnificence ne se limite pas aux espaces publics du palais : elle s'étend également au harem impérial, institution longtemps déformée par les récits orientalistes européens. Loin d'être un simple lieu d'enfermement, le harem est un espace d'éducation et de formation, où les femmes du palais reçoivent un enseignement poussé. Durant la période dite du « sultanat des femmes », des figures comme Hürrem Sultan ou Kösem Sultan exercent une influence politique réelle, intervenant dans les affaires diplomatiques et les successions impériales<sup>32</sup>.

La culture ottomane se manifeste également dans des formes plus populaires et durables. Les fanfares des janissaires, connues sous le nom de mehter, constituent un point central de l'armée ottoman. Leurs rythmes puissants, portés par les cymbales, les tambours et la zurna, marquent profondément l'imaginaire européen et inspirent durablement la musique classique occidentale, de Mozart à Beethoven<sup>33</sup>. Dans la vie quotidienne, l'Empire diffuse un ensemble de pratiques et de symboles qui traversent les siècles : le nazar boncuk, amulette anatolienne contre le mauvais œil, l'art du marbrage ebru, les motifs floraux de la tulipe ou de l'œillet dans le tissage, les hammams comme lieux de sociabilité, ou encore une cuisine impériale raffinée mêlant influences régionales et traditions de cour.

## **De la puissance impériale à l'État-nation : diplomatie, réformes et fin du monde ottoman (XVIII<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle)**

À partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, l'Empire ottoman entre dans une nouvelle phase de son histoire, marquée moins par l'expansion territoriale que par une redéfinition profonde de sa place dans le système international. Longtemps perçu en Europe comme une puissance conquérante et menaçante, l'Empire devient progressivement un acteur diplomatique pleinement intégré aux équilibres

<sup>32</sup> Betül İpşirli Argıt, *Life After the Harem. Female Palace Slaves, Patronage, and the Imperial Ottoman Court*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, 293 p., ISBN : 9781108488365

<sup>33</sup> Bozdemir, Melvüt. *La marche turque vers l'Europe*. KARTHALA Editions, 2005.

politiques du continent. Cette transformation s'opère notamment à travers le développement d'une diplomatie permanente et d'une réflexion nouvelle sur la modernité étatique.

Le tournant majeur est souvent situé au traité de Karlowitz (1699), qui met fin à une série de conflits avec les puissances chrétiennes, notamment les Habsbourg. Pour la première fois, l'Empire ottoman accepte des pertes territoriales significatives et reconnaît un nouvel ordre diplomatique fondé sur la négociation multilatérale<sup>34</sup>. Ce moment marque une rupture symbolique : l'Empire n'est plus uniquement dans une logique de conquête, mais dans celle de la gestion d'un équilibre européen. Le rôle du reisülküttab, responsable de la correspondance diplomatique et des relations extérieures, gagne alors en importance, préfigurant un véritable ministère des Affaires étrangères ottoman.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, cette évolution se traduit par l'ouverture d'ambassades permanentes à Paris, Vienne ou Londres, et par une intensification des échanges culturels. Cette période est incarnée par la période des Tulipes (Lâle Devri), moment de relative paix et d'ouverture intellectuelle, durant lequel les élites ottomanes observent avec attention les innovations européennes en matière d'urbanisme, d'art, de sciences et d'administration<sup>35</sup>. Loin d'être une simple imitation, cette phase témoigne d'une volonté d'adaptation sélective et consciente.

Dans le même temps, l'Europe développe une fascination croissante pour l'Empire ottoman. Les "turqueries" envahissent les arts visuels, la musique et la littérature, traduisant à la fois admiration et exotisation<sup>36</sup>. Peintres, compositeurs et écrivains s'inspirent de l'imaginaire ottoman, tandis que des récits de voyageurs, comme

<sup>34</sup>Khan, Syed Muhammad. « Empire Ottoman ». *World History Encyclopedia*, décembre 2021. [www.worldhistory.org, https://www.worldhistory.org/trans/fr/1-18700/empire-ottoman/](https://www.worldhistory.org/trans/fr/1-18700/empire-ottoman/).

<sup>35</sup> A tulip age legend: Consumer behavior and material culture in the Ottoman Empire (1718-1730) - ProQuest. <https://www.proquest.com/openview/7791ec8925c4f0e3b74fa971e9ba3011/1?pq-origsite=gscholar&cbl=18750>.

<sup>36</sup> Avcioglu, Nebahat. « *Turquerie* » and the Politics of Representation, 1728-1876. Ashgate Publishing, Ltd., 2011.

ceux de Lady Mary Wortley Montagu, offrent un regard plus nuancé sur la société impériale, notamment sur la place des femmes. Cette image ambivalente, oscillant entre prestige et altérité, reflète la place singulière de l'Empire ottoman dans l'imaginaire européen.

Le XIX<sup>e</sup> siècle est longtemps présenté comme celui du « déclin » ottoman. Cette lecture, aujourd'hui largement remise en question, repose sur une vision téléologique qui interprète toute réforme comme le symptôme d'un affaiblissement inéluctable. En réalité, l'Empire traverse plutôt une phase de recomposition et de modernisation, comparable à celle vécue par d'autres grandes puissances confrontées aux bouleversements industriels et politiques<sup>37</sup>. Les réformes du Tanzimat illustrent cette volonté de transformation : réorganisation de l'armée, réforme du système éducatif, refonte du droit, affirmation du principe d'égalité entre sujets de l'Empire.

Cette modernisation s'accompagne de profondes tensions. La centralisation accrue de l'État, l'émergence d'une presse ottomane, la diffusion des idées libérales et nationalistes contribuent à fragiliser l'équilibre impérial. Dans les Balkans, les mouvements nationaux grecs, serbes, bulgares puis arméniens remettent en cause l'autorité ottomane<sup>38</sup>. La suppression du corps des janissaires en 1826, symbole de l'ordre ancien, marque une rupture majeure et illustre la volonté de rompre avec certaines structures devenues incompatibles avec les exigences du monde moderne.

Malgré ces efforts, l'Empire peine à contenir les pressions extérieures et intérieures. Les guerres balkaniques, puis la Première Guerre mondiale, accélèrent le processus de désintégration. Le traité de Sèvres (1920) entérine un

<sup>37</sup> <https://journals.openedition.org/rh19/5108>.

<sup>38</sup> Gencer, Mustafa. « OSMANLI-TÜRK MODERNLEŞME SÜRECİNDE KÜLTÜR, DİN VE SİYASET İLİŞKİLERİ ». Turkish Studies, vol. 3, n° 2, 2008. arastirmax.com, <https://arastirmax.com/en/publication/turkish-studies/3/2/osmanli-turk-modernlesme-surecinde-kultur-din-siyaset-iliskileri/arid/f9937205-093c-431f-a42a-3095d348d76c>.

démembrement quasi total de l'Empire ottoman, provoquant une réaction nationale sans précédent en Anatolie. C'est dans ce contexte de crise existentielle qu'émerge le mouvement national turc, porté par la figure de Mustafa Kemal, futur Atatürk. Atatürk incarne à la fois une rupture et une continuité. Rupture avec l'ordre impérial multiconfessionnel et dynastique, continuité avec une longue tradition de réformes et de rationalisation de l'État<sup>39</sup>. La guerre d'indépendance turque et la proclamation de la République mettent fin à l'Empire en 1922, mais prolongent certaines dynamiques amorcées dès le XVIII<sup>e</sup> siècle : centralisation, sécularisation, affirmation de la souveraineté nationale. Le kémalisme, fondé sur le républicanisme, la laïcité et le nationalisme civique, s'impose alors comme une réponse radicale aux bouleversements du monde impérial finissant.

## Conclusion

Ainsi, loin de s'effondrer brutalement, l'Empire ottoman se transforme progressivement, laissant place à un nouvel État façonné par les défis de la modernité. Comprendre cette transition permet de saisir pourquoi la Turquie contemporaine demeure profondément marquée par son héritage impérial, tout en affirmant une identité politique résolument nouvelle.

De l'Anatolie seldjoukide à l'effondrement de l'ordre impérial au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'histoire ottomane apparaît comme celle d'un État capable d'intégrer la diversité, d'adapter ses institutions et de repenser sans cesse sa place dans un monde en mutation. Loin d'un récit linéaire de grandeur puis de déclin, l'Empire ottoman se révèle être un espace de circulation, de négociation et d'innovation, tant sur le plan politique que culturel. Les réformes, les tensions internes et les influences extérieures qui marquent ses derniers siècles ne traduisent pas seulement un affaiblissement, mais une tentative constante de répondre aux

<sup>39</sup> Deringil, Selim. « The Ottoman Origins of Kemalist Nationalism: Namik Kemal to Mustafa Kemal ». *European History Quarterly*, vol. 23, n° 2, avril 1993, p. 165-91. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.1177/0265669149302300201>.

nouveaux équilibres internationaux. La naissance de la République turque et l'émergence d'Atatürk s'inscrivent ainsi dans la continuité de ces dynamiques de transformation, tout en opérant une rupture décisive avec l'héritage impérial. Comprendre cette trajectoire permet non seulement d'éclairer la fin du monde ottoman, mais aussi de saisir les fondements historiques et idéologiques de la Turquie contemporaine.



# Le kémalisme : genèse, principes et héritages politiques

Par Ozan Salbas

---

Le kémalisme constitue l'idéologie fondatrice de la République de Turquie et demeure, encore aujourd'hui, un cadre de référence essentiel pour comprendre la vie politique et institutionnelle du pays. Étroitement lié à la figure de Mustafa Kemal, dit Atatürk (le père des Turcs), il se présente comme un projet global de transformation visant à rompre avec l'Empire ottoman et à construire un État-nation moderne, souverain et homogène. L'analyse du kémalisme suppose ainsi d'examiner le parcours de son fondateur, le contexte historique de la naissance de la République, mais également les principes idéologiques qui structurent ce modèle ainsi que leurs effets à long terme.

Mustafa Kemal Atatürk s'impose d'abord comme une figure militaire majeure dans les dernières années de l'Empire ottoman. Formé dans des écoles militaires marquées par l'influence occidentale, il développe une vision rationaliste de l'État et de la société. Sa participation à plusieurs campagnes militaires, notamment en Libye en 1911 contre l'Italie, renforce sa conviction que l'Empire ottoman souffre d'un retard politique, militaire et économique face aux puissances européennes. Toutefois, c'est lors de la bataille des Dardanelles en 1915, au cours de la Première Guerre mondiale, qu'il acquiert une véritable stature nationale<sup>40</sup>. En repoussant les forces alliées, il devient un héros et s'impose progressivement comme un leader légitime aux yeux de la population.

À l'issue du conflit, l'Empire ottoman est démantelé. Le traité de Sèvres, signé en 1920, prévoit le partage du territoire et la mise sous tutelle du pays par les

---

<sup>40</sup> SCHMID, Dorothée. *La Turquie en 100 questions : La puissance opportuniste*. Taillandier, 2017.

puissances victorieuses. Ce texte est perçu comme une humiliation nationale et suscite une forte mobilisation. Dans ce contexte, Mustafa Kemal organise la résistance et engage la guerre d'indépendance entre 1919 et 1922. Cette lutte lui permet non seulement de repousser les forces étrangères, mais également de remettre en cause l'autorité du sultan. La victoire conduit au traité de Lausanne en juillet 1923, qui reconnaît la souveraineté de la Turquie et fixe ses frontières. La République est proclamée le 29 octobre 1923, marquant une rupture définitive avec l'ordre impérial.

Le régime kémaliste se veut profondément révolutionnaire. Il repose sur l'idée que l'Empire ottoman, fondé sur une légitimité religieuse et dynastique, est responsable du déclin du pays. Dans cette logique, l'abolition du sultanat en 1922, puis celle du califat en 1924, constituent des ruptures symboliques majeures. L'objectif d'Atatürk est de bâtir un État moderne inspiré des modèles occidentaux, tout en transformant en profondeur la société et l'individu. Le kémalisme ambitionne ainsi de créer un « homme nouveau », rationnel, laïque et loyal avant tout à la nation turque<sup>41</sup>.

Ce projet s'articule autour de six principes fondamentaux, appelés les « six flèches », inscrits dans la Constitution en 1937. Le républicanisme affirme la souveraineté populaire et le rejet de la monarchie, même si le régime demeure autoritaire jusqu'à l'instauration du multipartisme en 1946<sup>42</sup>. Le populisme vise à promouvoir l'unité du peuple en niant officiellement les divisions sociales et ethniques, se voulant une alternative au communisme, ce qui conduit néanmoins à marginaliser certaines minorités<sup>43</sup>. La laïcité instaure une séparation stricte entre la religion et la politique, notamment par la suppression des tribunaux religieux et par le contrôle de l'islam par l'État à travers la Direction des affaires religieuses

---

<sup>41</sup>*Ibid.*

<sup>42</sup> KILI, Suna. « Kemalism in Contemporary Turkey ». *International Political Science Review / Revue internationale de science politique*, vol. 1, no 3, 1980, pp. 381-404. Disponible sur : <https://www.jstor.org/stable/1601123>.

<sup>43</sup>*Ibid.*

(Diyanet)<sup>44</sup>. Le révolutionnarisme légitime la transformation permanente de la société et justifie des réformes profondes, telles que l'adoption de l'alphabet latin en 1928 ou l'introduction d'un code civil inspiré du modèle suisse en 1926<sup>45</sup>. Le nationalisme fonde l'identité collective sur la turcité, conçue comme homogène et exclusive, favorisant ainsi des politiques d'assimilation<sup>46</sup>. Enfin, l'étatisme confère à l'État un rôle central dans l'économie, particulièrement dans les années 1930, avec la création d'entreprises publiques destinées à accélérer l'industrialisation.

Les conséquences du kémalisme s'inscrivent durablement dans le paysage institutionnel turc. L'État devient le principal moteur de la modernisation, tandis que les élites kémalistes, issues principalement des milieux urbains et militaires, dominent les institutions. L'armée se considère comme la gardienne du régime et intervient à plusieurs reprises dans la vie politique lorsqu'elle estime que les orientations gouvernementales s'éloignent des principes kémalistes<sup>47</sup>. Elle intervient ainsi en 1960 face à ce qu'elle perçoit comme une dérive autoritaire et une réislamisation du pouvoir, en 1971 dans un contexte marqué par de fortes violences entre mouvements révolutionnaires de gauche et groupes nationalistes, puis en 1980 afin de mettre un terme à l'instabilité politique, à la montée des forces de gauche et aux revendications kurdes<sup>48</sup>. Par ailleurs, le culte de la personnalité d'Atatürk, entretenu par l'État, demeure un élément structurant de l'identité nationale

Cependant, les effets escomptés du kémalisme ne se révèlent pas entièrement positifs. À la suite du décès du père des Turcs, son fidèle général İsmet İnönü prend les rênes du pays. S'il parvient à maintenir une certaine stabilité grâce à une gouvernance centralisée, aucune avancée technologique ou sociale majeure ne se

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> SCHMID, Dorothée. *La Turquie en 100 questions : La puissance opportuniste*. Taillandier, 2017.

<sup>48</sup> *IBID.*

concrétise, contrairement aux ambitions initiales d'Atatürk. Les innovations sont en grande partie laissées aux acteurs économiques privés, dans l'espoir d'un renouvellement. Par ailleurs, le Parti républicain du peuple (CHP) perd progressivement de son influence, ses positions devenant moins claires et plus marquées par une posture réactionnaire<sup>49</sup>.

À partir des années 2000, le kémalisme est de plus en plus contesté, notamment au sein des populations anatoliennes. Attachées à un conservatisme religieux, ces populations, parfois qualifiées de « Turcs noirs », se sont longtemps senties marginalisées par les élites urbaines kémalistes, souvent désignées comme les « Turcs blancs »<sup>50</sup>. L'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002 marque ainsi l'émergence d'une alternative islamo-conservatrice perçue comme une forme de revanche politique. Si le respect symbolique d'Atatürk demeure officiellement maintenu, son héritage fait l'objet d'une réinterprétation.

Cette évolution traduit une recomposition sociale et politique profonde, marquée par l'ascension de populations anatoliennes conservatrices longtemps mises à l'écart. Aujourd'hui, bien que l'AKP conserve une position centrale dans le paysage politique, le CHP semble connaître un renouveau et gagne d'importantes voix, comme en témoignent les élections municipales de 2024, lors desquelles la moitié des trente principales métropoles échappent désormais au parti présidentiel au profit du CHP<sup>51</sup>.

---

<sup>49</sup>*Ibid.*

<sup>50</sup> SCHMID, Dorothee. « Turquie : du kémalisme au néo-ottomanisme ». *Ifri*, 14 février 2017. Disponible sur : <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/turquie-du-kemalisme-au-neo-ottomanisme>.

<sup>51</sup> DOUGNAC, Marie. « En Turquie, le revers du parti du président Erdogan aux élections municipales ». *Géofluences*, mai 2024. Disponible sur : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/elections-municipales-turquie-2024>.

# L'économie turque face à ses partenaires clés

Par Anastasia Weber

## UE, Russie, Chine, Asie centrale : une diversification sous contrainte énergétique

### Introduction

La Turquie est dotée d'une économie qui joue un rôle stratégique en tant que passerelle entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient. Elle bénéficie d'une position géographique privilégiée et d'une économie diversifiée dont le commerce international constitue un pilier central.

Sa performance économique s'appuie notamment sur une production manufacturière importante et une intégration croissante dans les chaînes de valeur mondiales. Parmi les secteurs clés, l'industrie textile, l'électronique et les produits manufacturés dominent les exportations. La Turquie compte également parmi les plus grands producteurs mondiaux de fruits et de certains produits agricoles transformés. Le tourisme, enfin, représente un secteur essentiel pour l'économie turque soutenu par une stratégie de diversification des offres qui attire chaque année plusieurs millions de visiteurs.

Dans ce contexte, l'analyse des principaux partenaires commerciaux de la Turquie permet de saisir à la fois ses orientations géopolitiques et ses fragilités structurelles.

Si l'Union européenne reste le premier partenaire commercial du pays, Ankara cherche de plus en plus à diversifier ses débouchés vers la Chine, la Russie, les pays du Golfe, l'Asie centrale et, plus récemment, l'Afrique.

## Fondement des partenariats commerciaux turcs

Les liens commerciaux de la Turquie s'appuient d'abord sur des liens historiques importants. Ainsi, la Turquie a signé un accord d'association avec la Communauté européenne dès 1963, assorti d'une union douanière entrée en vigueur en 1996<sup>52</sup>.

L'UE reste de loin le principal partenaire commercial de la Turquie, avec près d'un tiers de son commerce total. Via l'union douanière, de nombreuses barrières commerciales entre l'UE et la Turquie, telles que les droits de douane sur les produits manufacturés, ont ainsi été supprimées. La Turquie a en outre dû adopter le tarif douanier commun de la Communauté et de nombreuses autres dispositions en matière de commerce extérieur<sup>53</sup>. Elle a ainsi transposé en droit national des parts importantes de l'acquis communautaire, principalement dans les domaines des droits de douane, de la politique commerciale, de la concurrence ainsi que de la protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale.

Géographiquement, la Turquie constitue un pont commercial à travers ses grands ports (Istanbul, Izmir, Mersin) et d'importantes infrastructures facilitent l'accès aux marchés eurasiatiques et africains.

Sur le plan économique, la Turquie reste cependant très dépendante sur le plan énergétique avec plus de 75% de ses besoins énergétiques qui sont importés<sup>54</sup>. Ainsi, la Turquie est amenée à entretenir des liens importants avec les pays producteurs (Russie, Iran). La volonté de réduire cette dépendance pousse la Turquie à diversifier ses sources via le gaz azéri, les importations gazières liquéfiées, ou encore le projet de centrale nucléaire d'Akkuyu.

<sup>52</sup>Conseil de l'Union européenne, *EU-Türkiye Trade Relations* [https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/turkiye\\_en](https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/turkiye_en).

<sup>53</sup> Cemal Karakas, « UE-Turquie : l'hypothèse de l'intégration graduelle », *Politique étrangère*, vol. 71, no 3, 2006, p. 663-673.

<sup>54</sup>Agence Française de Développement (AFD), *Stratégie Turquie 2020-2023* (rapport, AFD, 28 septembre 2020) <https://www.afd.fr/sites/default/files/2020-09-02-55-53/strategie-turquie-2020-2023.pdf>.

Par ailleurs, certains facteurs culturels et politiques sous-tendent certains partenariats comme l'illustre la solidarité pan-turque qui rapproche la Turquie des républiques d'Asie centrale.

## Dynamiques contemporaines des principaux partenariats

### *L'Union Européenne (UE)*

L'UE reste de loin le premier partenaire commercial de la Turquie. En 2024, près de 41% des exportations turques étaient destinées à l'UE, contre 32,1% des importations d'origine européenne<sup>55</sup>. Les exportations de l'UE vers la Turquie ont atteint 112 milliards d'euros en 2024 pour 98,4 milliards d'euros d'importations en provenance de Turquie. Les principaux produits échangés sont les véhicules automobiles, les machines et l'électronique. L'Allemagne constitue le partenaire commercial qui enregistre le plus grand volume de commerce bilatéral avec la Turquie. Sur la période allant de janvier à juillet 2025, les échanges totalisent environ 30,5 milliards de dollars avec près de 13 milliards d'exportations turques et plus de 17 milliards d'importations allemandes<sup>56</sup>.

Le cadre de l'union douanière datant de 1996 a été l'objet de discussion autour de sa potentielle modernisation (aux services, marchés publics, développement durable) en 2016, mais les négociations n'ont guère abouti.

Par ailleurs, les relations commerciales UE-Turquie sont modulées par les enjeux politiques à travers les questions migratoires, des droits de l'homme etc.

### *La Russie*

La Russie et la Turquie maintiennent un partenariat commercial marqué par une forte dépendance énergétique turque. Malgré les tensions géopolitiques notamment après la guerre en Ukraine, la Turquie est devenue l'un des premiers

<sup>55</sup> European Commission, *EU trade relations with Türkiye*.

<sup>56</sup> Tradelnt. (2025, 27 novembre). *Turkey biggest trade partners in 2025: Latest insights & expert evaluation* <https://tradeint.com/insights/turkey-biggest-trade-partners-in-2025-latest-insights-expert-evaluation/>.

importateurs russes de pétrole. En 2023, les livraisons de brut russe vers la Turquie ont battu des records avec environ 400 000 barils par jour en novembre 2023<sup>57</sup>. Dans le même temps, la Turquie exporte vers la Russie des biens industriels et agricoles et ses exportations vers ce marché ont progressé de +16,9% en 2023 pour atteindre 10,9 milliards de dollars<sup>58</sup>.

Par ailleurs, la poursuite de projets énergétiques conjoints via le gazoduc TurkStream ou encore la centrale nucléaire d'Akkuyu confirment que la Russie demeure pour la Turquie un partenaire essentiel. Le gazoduc TurkStream, qui relie la Russie à la Turquie via la mer Noire, est destiné à livrer du gaz à la Turquie ainsi qu'aux pays d'Europe du Sud et du Sud-Est. Il est donc aujourd'hui l'unique itinéraire permettant d'assurer l'approvisionnement en gaz russe en Europe, après l'interruption du transit via l'Ukraine. Cela vient renforcer le rôle de la Turquie comme plateforme énergétique.

### La Chine

La Chine est le deuxième fournisseur de la Turquie et le troisième partenaire commercial global. Le commerce sino-turc a atteint 43,4 milliards de dollars en 2023<sup>59</sup>. Toutefois, la balance est très déséquilibrée en faveur de la Chine avec les exportations de produits chinois vers la Turquie qui ont dépassé 39 milliards de dollars, tandis que les exportations turques vers la Chine plafonnent autour de 4 à 5 milliards de dollars. Le déficit commercial avec Pékin estimé à près de 55 milliards de dollars par an constitue ainsi l'une des principales sources du déséquilibre commercial turc. Les exportations turques, centrées sur les mines, le marbre, le charbon, quelques produits textiles et le secteur fruitier, progressent

<sup>57</sup> *Exclusive: Turkey saves \$2 billion on Russian oil as imports soar despite sanctions*, Reuters, 18 décembre 2023 <https://www.reuters.com/business/energy/turkey-saves-2-bln-russian-oil-imports-soar-despite-sanctions-2023-12-18/>.

<sup>58</sup> Direction générale du Trésor, « Commerce extérieur turc », site du Trésor économique français <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TR/commerce-exterieur-turc>.

<sup>59</sup> Estelle Xiao, *China-Türkiye: Bilateral Trade and Investment Profile*, *China Briefing*, 18 octobre 2024 <https://www.china-briefing.com/news/china-turkey-bilateral-trade-and-investment-profile/>.

peu, tandis que la Turquie importe « de tout » de Chine, notamment des biens manufacturés, des machines et des composants électroniques.

Au-delà de l'économie, la relation sino-turque s'inscrit dans une stratégie plus large de la Chine qui mobilise l'ensemble de ses instruments de puissance à travers le commerce, les investissements, la connectivité dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie, et même des outils technologiques sensibles. La Turquie, de son côté, voit dans ces projets une opportunité de diversification économique.

Le rapprochement se manifeste également dans le secteur touristique. Après la proclamation de « l'Année de la Chine en Turquie » en 2012 et de « l'Année du tourisme turc en Chine », les flux ont fortement progressé avec 430 000 touristes chinois en 2019, et un volume qui se rapproche des 400 000 en 2024. Pour capter ce marché, la Turquie développe des offres spécifiquement adaptées à travers des guides touristiques sinophones, des menus et signalisation en chinois, le tourisme culturel, mais aussi tourisme médical.

Les investissements et la présence chinoise en Turquie se renforcent avec environ 15 000 citoyens chinois résident dans le pays et près d'un millier d'entreprises chinoises y sont implantées, contre seulement environ 300 entreprises turques en Chine. Ce rapprochement s'accompagne d'investissements chinois en Turquie comme l'usine BYD de véhicules électriques ou des projets communs d'infrastructure.

#### *États du Golfe et du Moyen-Orient*

Les relations commerciales avec l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (ÉAU) et le Qatar ont rebondi après une période de tensions politiques, dans le cadre d'un « retour d'amitié » diplomatique symbolisé par la reprise des visites au sommet et

la signature de nouveaux accords<sup>60</sup>. Pour Ankara, ces marchés du Golfe sont redevenus des partenaires prioritaires pour les exportations et les investissements en complément mais aussi en alternative aux débouchés européens.

En 2023, les Émirats arabes unis se distinguent comme l'un des marchés à la plus forte croissance pour les exportations turques, sur fond d'accélération des flux commerciaux après la conclusion d'un accord de partenariat économique global (CEPA) entre les deux pays. Signé le 3 mars 2023 et entré en vigueur le 1er septembre 2023, ce CEPA prévoit une réduction ou suppression des droits de douane sur plus de 80 à 90% des biens échangés, ce qui favorise un bond des échanges non pétroliers<sup>61</sup>. Ainsi, l'ensemble du Moyen-Orient apparaît désormais comme un relais de croissance majeur pour les exportations turques, au moment où la demande européenne ralentit. Recep Tayyip Erdoğan met régulièrement en avant l'Arabie saoudite, les ÉAU et le Qatar parmi les pays qui contribuent le plus à la hausse annuelle des exportations, signe d'un recentrage partiel vers l'espace arabo-golfien<sup>62</sup>.

#### *Asie centrale et Caucase*

Ankara accorde une importance particulière aux républiques turcophones d'Asie centrale (notamment Kazakhstan, Ouzbékistan, Azerbaïdjan) et aux États du Caucase, en s'appuyant sur des proximités linguistiques, culturelles et sur le projet politique d'un « monde turc » structuré autour de l'Organisation des États turcs. Les échanges restent encore modestes en volume par rapport à ceux avec l'UE ou

<sup>60</sup> Türkiye's exports to Saudi Arabia exceed \$1.2B, *Anadolu Agency*, 9 août 2023.

<sup>61</sup> Deloitte, *Türkiye Comprehensive Economic Partnership Agreement*, Deloitte Middle East, 7 octobre 2023 <https://www.deloitte.com/middle-east/en/services/tax/perspectives/turkiye-comprehensive-economic-partnership-agreement.html>.

<sup>62</sup> *Al-Monitor*, « Turkey's exports to Saudi Arabia, UAE and Russia shoot up in 2023: Erdogan », janvier 2024 <https://www.al-monitor.com/originals/2024/01/turkeys-exports-saudi-arabia-uae-and-russia-shoot-2023-erdogan>.

le Moyen-Orient, mais leur croissance rapide montre que la région devient progressivement un axe prioritaire de la diplomatie économique turque<sup>63</sup>.

Au Kazakhstan, qui préside actuellement l'Organisation des États turcs, le commerce bilatéral avec la Turquie atteignait environ 4,4 milliards USD sur les dix premiers mois de 2025, ce qui place Ankara au rang de premier partenaire commercial d'Astana parmi les membres du Conseil turc. L'Ouzbékistan a vu ses échanges avec la Turquie passer d'environ 2,3 milliards de dollars en 2019 à près de 3,6 milliards en 2021, pour se situer dans une fourchette de 3 à 4 milliards ces dernières années. Cela est un signe d'un approfondissement rapide des liens commerciaux<sup>64</sup>.

L'Azerbaïdjan occupe une place singulière avec le volume d'échanges hors énergie qui reste limité à quelques centaines de millions de dollars, mais les projets structurants comme le gazoduc TANAP et les accords énergétiques bilatéraux donnent à la relation une dimension stratégique qui dépasse les chiffres du commerce courant. Par ailleurs, la Turquie cherche à se positionner comme hub logistique vers l'Asie centrale. C'est pourquoi la Turquie fonde son initiative sur la connexion des réseaux ferroviaires, maritimes, routiers, aériens, énergétiques et numériques existants en Asie centrale et dans le Caucase du Sud, parmi lesquels la ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars, le gazoduc de Bakou-Tbilissi-Erzurum, le tunnel Eurasia ou encore les ports d'Alat (Azerbaïdjan), d'Aktau (Kazakhstan) et de Turkmenbashi (Turkménistan)<sup>65</sup>.

<sup>63</sup> Dmitry Pokidaev, *Kazakhstan boosts trade with Turkic states on back of rising exports*. The Times of Central Asia, 9 janvier 2026 <https://timesca.com/kazakhstan-boosts-trade-with-turkic-states-on-back-of-rising-exports/>.

<sup>64</sup> Republic of Türkiye Ministry of Foreign Affairs. « *Relations politiques entre la Türkiye et l'Ouzbékistan* ». <https://www.mfa.gov.tr/relations-politiques-entre-la-turkiye-et-l-ouzbekistan.fr.mfa>.

<sup>65</sup> Desjardins, Charles. « *Le corridor transcaspien ou l'espoir du commerce eurasiatique* ». *Regard sur l'Est*, 27 septembre 2024 <https://regard-est.com/le-corridor-transcaspien-ou-lespoir-du-commerce-eurasiatique>.

## Perspectives et tensions potentielles

La Turquie se donne pour objectif de poursuivre la croissance de ses échanges tout en limitant les risques de dépendances. D'un côté, Ankara vise à diversifier ses partenariats géographiques. Ainsi, l'Afrique est devenue un marché prioritaire. En effet, le forum économique Turquie-Afrique 2025 a souligné l'ambition de porter à 75 milliards de dollars le commerce bilatéral à moyen terme<sup>66</sup>. Tout en sachant que le volume total s'élevait à 32,8 milliards de dollars en 2024. De plus, des accords bilatéraux et l'ouverture d'ambassades en Afrique soutiennent cette stratégie de « partenariat gagnant-gagnant » dans des secteurs comme les infrastructures, l'agroalimentaire et l'énergie renouvelable.

D'un autre côté, la Turquie cherche à réduire ses dépendances structurelles. Cela concerne tout particulièrement sa forte dépendance énergétique (76 % des besoins) qui reste un talon d'Achille, ce qui renforce l'exigence de diversifier l'approvisionnement et de développer des capacités énergétiques internes (nucléaire, énergies renouvelables).

---

<sup>66</sup> El Azhar Bennouna Sanaa, « Commerce Turquie-Afrique : 21,5 milliards USD d'exportations turques en 2024 », *Likaa.ma*, 16 octobre 2025 <https://likaa.ma/fr/?p=5723>.

# La puissance cyber turque

Par Alix Bouan

## La construction d'un écosystème cyber étatique turc

Une digitalisation rapide, source de vulnérabilités accrues

Depuis le début des années 2000, la Turquie a engagé une transformation numérique rapide qui touche l'économie, l'administration et la société, avec des efforts soutenus pour intégrer les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les services publics et privés<sup>67</sup>. Le marché des TIC connaît une croissance importante, avec des estimations montrant une expansion continue du secteur dans les années récentes et à venir<sup>68</sup>.

Cette transformation s'appuie sur la généralisation des services en ligne, l'essor de l'économie numérique, et l'intégration de technologies telles que l'Internet des objets (IoT), l'intelligence artificielle (IA) et les infrastructures cloud. La numérisation a profondément modifié le fonctionnement de l'État turc, notamment par la multiplication des plateformes de services publics numériques et la modernisation des processus administratifs et économiques<sup>69</sup>.

Cependant, la digitalisation accélérée s'accompagne d'une augmentation des vulnérabilités cybernétiques : l'expansion rapide des infrastructures numériques expose les systèmes publics, privés et critiques à des risques tels que les attaques par malware, les dénis de service et la cybercriminalité organisée<sup>70</sup>.

<sup>67</sup> OECD 2023, *Digital Government Review of Türkiye: Towards a Digitally-Enabled Government*, OECD Digital Government Studies, OECD Publishing, Paris, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: [https://www.oecd.org/publications/digital-government-review-of-turkiye\\_3958d102-en.html](https://www.oecd.org/publications/digital-government-review-of-turkiye_3958d102-en.html).

<sup>68</sup> Trade.gov 2024, *Türkiye - Digital Economy*, International Trade Administration, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/turkiye-digital-economy>.

<sup>69</sup> IKV 2025, *Türkiye's E-Government and Digital Transformation*, Istanbul Kültür University, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>70</sup> Data Bridge Market Research 2025, *Turkey Cybersecurity Market*, Data Bridge Market Research, consulté le 15 janvier 2026, disponible sur: <https://www.databridgemarketresearch.com/fr/press-release/turkey-cyber-security-market>.

Ainsi, la vulnérabilité numérique est devenue un enjeu de sécurité nationale, poussant l'État turc à renforcer ses capacités en matière de cybersécurité afin d'assurer la continuité des services publics, la stabilité économique et la souveraineté nationale dans le cyberspace.

#### L'institutionnalisation juridique et normative de la cybersécurité (2000-2016)

Face à ces défis, Ankara engage dès le début des années 2000 un processus d'institutionnalisation progressive de la cybersécurité, reposant sur un encadrement juridique et normatif structuré, dans une logique d'alignement sur les standards internationaux tout en conservant une approche sécuritaire centralisée<sup>71</sup>.

Un premier jalon est posé en 2000 avec l'amendement de la loi sur le télégraphe et le téléphone, marquant l'adaptation du cadre légal aux nouvelles réalités numériques<sup>72</sup>. En 2001, la Turquie signe et ratifie la Convention de Budapest sur la cybercriminalité, devenant l'un des premiers États non européens à adhérer à cet instrument international, ce qui traduit une reconnaissance précoce du caractère transnational des menaces cyber et de la nécessité d'une coopération internationale<sup>73</sup>.

La loi sur les communications électroniques de 2008 constitue une nouvelle étape majeure en structurant le secteur des télécommunications et en renforçant les capacités de régulation de l'État<sup>74</sup>. Cette période correspond également à un renforcement de l'engagement international de la Turquie dans le domaine cyber,

---

<sup>71</sup> OECD 2023, *Digital Government Review of Türkiye: Towards a Digitally-Enabled Government*, OECD Publishing, Paris, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>72</sup> Turkish Ministry of Transport and Infrastructure 2000, *Amendments to the Telegraph and Telephone Law*, Gouvernement de la République de Turquie.

<sup>73</sup> Council of Europe 2001, *Convention on Cybercrime (Budapest Convention)*, Council of Europe, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>74</sup> Turkish Information and Communication Technologies Authority (BTK) 2008, *Electronic Communications Law No. 5809*, Gouvernement de la République de Turquie.

notamment à travers sa participation aux mécanismes de coopération de l'OTAN en matière de cyberdéfense<sup>75</sup>.

L'année 2013 marque un tournant avec l'adoption du premier plan national de cybersécurité, qui formalise une vision stratégique à l'échelle de l'État, identifie les infrastructures critiques et renforce les capacités de réponse aux incidents<sup>1</sup>. Enfin, la loi sur la protection des données personnelles de 2016 complète cet édifice juridique en intégrant les enjeux de protection des données dans une logique de sécurité et de contrôle étatique<sup>76</sup>.

### Une cyber gouvernance centralisée et sécuritaire

La construction de l'écosystème cyber turc repose sur une cybergouvernance fortement centralisée, caractéristique du modèle politique turc, où le cyberspace est pensé comme une extension de la souveraineté étatique nécessitant une coordination étroite entre sphères civile, militaire et industrielle<sup>77</sup>.

Cette approche se matérialise par une forte implication de l'État dans la planification, la régulation et le développement des capacités cyber, intégrant la cybersécurité aux priorités stratégiques nationales en lien direct avec la défense, le renseignement et la protection des infrastructures critiques<sup>78</sup>. La centralisation permet une réactivité accrue face aux menaces, tout en s'inscrivant dans une logique de contrôle renforcé de l'espace numérique<sup>79</sup>.

L'articulation entre acteurs publics, secteur privé et industrie de défense constitue l'un des piliers de ce modèle, visant à favoriser l'émergence de solutions technologiques nationales, à renforcer la résilience des systèmes et à réduire la

<sup>75</sup> NATO 2024, *Cyber Defence – Türkiye and NATO*, Organisation du traité de l'Atlantique Nord, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>76</sup> Turkish Data Protection Authority 2016, *Law on the Protection of Personal Data No. 6698*, Gouvernement de la République de Turquie.

<sup>77</sup> NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence 2023, *National Cyber Security Strategies: Turkey*, CCDCOE, Tallinn, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>78</sup> OECD 2023, *Digital Government Review of Türkiye: Towards a Digitally-Enabled Government*, OECD Publishing, Paris, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>79</sup> Freedom House 2024, *Freedom on the Net: Turkey*, Freedom House, consulté le 15 janvier 2026.

dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers, dans une logique de souveraineté numérique<sup>80</sup>.

Ainsi, la Turquie a progressivement bâti un écosystème cyber étatique structuré, fondé sur une digitalisation rapide, un cadre juridique consolidé et une gouvernance centralisée, constituant le socle de la militarisation du cyberspace et de son usage stratégique comme levier de puissance.

## Une Turquie hyper-exposée aux cybermenaces

Une exposition massive : la Turquie dans le top 10 mondial des pays ciblés

Malgré les efforts engagés en matière de cybergouvernance, la Turquie demeure l'un des pays les plus exposés aux cybermenaces à l'échelle mondiale. En 2023, elle figurait parmi les dix États les plus ciblés, avec plus de 9,4 millions de cybermenaces détectées sur les ordinateurs situés sur son territoire, selon les données publiées par Kaspersky pour la région Moyen-Orient, Turquie et Afrique<sup>81</sup>.

Cette exposition élevée s'explique par plusieurs facteurs structurels. D'une part, la digitalisation rapide des services publics, des entreprises et des infrastructures critiques a élargi la surface d'attaque<sup>82</sup>. D'autre part, la position géopolitique centrale de la Turquie, à la croisée de l'Europe, du Moyen-Orient et du Caucase, en fait une cible stratégique pour des acteurs criminels, étatiques ou idéologiquement motivés<sup>83</sup>. Le cyberspace devient ainsi un miroir des tensions géopolitiques régionales et internationales auxquelles Ankara est confrontée.

---

<sup>80</sup> Turkish Presidency 2023, *National Cyber Security Strategy and Action Plan*, Presidency of the Republic of Türkiye, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>81</sup> Kaspersky 2023, *Cyberthreat Landscape for the Middle East, Turkey and Africa (META)*, Kaspersky Securelist, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>82</sup> OECD 2023, *Digital Government Review of Türkiye: Towards a Digitally-Enabled Government*, OECD Publishing, Paris, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>83</sup> NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence 2023, *National Cyber Security Strategies: Turkey*, CCDCOE, Tallinn, consulté le 15 janvier 2026.

Loin d'être marginale, cette exposition massive place durablement la cybersécurité au cœur des préoccupations sécuritaires turques, alimentant une perception du cyberspace comme un environnement hostile nécessitant une vigilance permanente et des capacités de réponse renforcées.

### Une typologie variée des cyberattaques

Les cybermenaces visant la Turquie se caractérisent par leur diversité et leur sophistication croissante. Les attaques par malwares et botnets figurent parmi les plus répandues, exploitant les failles des systèmes informatiques pour prendre le contrôle de réseaux, voler des données ou perturber les services, touchant aussi bien les particuliers que les entreprises et les administrations publiques<sup>84</sup>.

Parallèlement, la montée en puissance des ransomwares constitue une menace particulièrement critique. En ciblant des institutions publiques, des entreprises stratégiques ou des infrastructures sensibles, ces attaques visent à paralyser les systèmes d'information et à extorquer des rançons, compromettant la continuité de l'action économique et administrative dans un contexte de dépendance accrue aux outils numériques<sup>85</sup>.

Enfin, certaines cyberattaques relèvent d'une logique politique ou idéologique, menées par des groupes se réclamant d'un engagement nationaliste ou religieux. Ces attaques, souvent symboliques, visent à diffuser des messages politiques, à déstabiliser des adversaires perçus ou à s'inscrire dans des conflits diplomatiques plus larges, illustrant la coexistence de la cybercriminalité classique et du cyber-activisme politisé<sup>3</sup>.

---

<sup>84</sup> Kaspersky 2023, *Cyberthreat Landscape for the Middle East, Turkey and Africa (META)*, Kaspersky Securelist, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>85</sup> ENISA 2024, *Threat Landscape 2024*, European Union Agency for Cybersecurity, consulté le 15 janvier 2026.

Un effet paradoxal : de la vulnérabilité à l'investissement massif

Cette exposition élevée aux cybermenaces a produit un effet paradoxal. Si elle souligne la vulnérabilité structurelle de la Turquie dans le cyberspace, elle a également agi comme un catalyseur d'investissements et de réformes, accélérant la mise en place d'une gouvernance électronique renforcée et la multiplication des initiatives en matière de cybersécurité dans les secteurs public, privé et militaire<sup>86</sup>.

Alors que la cybercriminalité mondiale a connu une augmentation significative, estimée à près de 60 % en 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la Turquie a enregistré une diminution relative du nombre d'attaques réussies, attribuée aux investissements réalisés et au renforcement des capacités de prévention et de réponse<sup>87</sup>. Cette évolution témoigne de l'efficacité partielle des dispositifs mis en place, sans pour autant éliminer les risques structurels.

Ainsi, la vulnérabilité numérique de la Turquie n'a pas conduit à un simple repli défensif, mais à une reconfiguration stratégique. La cybersécurité devient un domaine prioritaire de la politique de sécurité nationale, mobilisant des ressources croissantes et s'inscrivant dans une logique de long terme, préparant l'intégration du cyberspace dans la stratégie de défense nationale et les ambitions de souveraineté et d'autonomie stratégique<sup>88</sup>.

<sup>86</sup> OECD 2023, *Digital Government Review of Türkiye: Towards a Digitally-Enabled Government*, OECD Publishing, Paris, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>87</sup> Interpol 2021, *Global Cybercrime Trends: COVID-19 Impact*, Interpol, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>88</sup> Turkish Presidency 2023, *National Cyber Security Strategy and Action Plan*, Presidency of the Republic of Türkiye, consulté le 15 janvier 2026.

## La cyber sécurité comme prolongement de la puissance militaire turque

Une militarisation progressive du cyberspace

La montée en puissance des cybermenaces a conduit la Turquie à reconnaître progressivement le cyberspace comme un nouveau champ de conflictualité, intégré aux doctrines de défense nationale, aux côtés des espaces terrestre, maritime, aérien et spatial<sup>89</sup>. Cette reconnaissance s'inscrit dans une évolution plus large des stratégies militaires contemporaines, où le cyber devient un domaine opérationnel à part entière<sup>90</sup>.

En Turquie, cette militarisation du cyberspace se traduit par une intégration institutionnelle étroite entre les structures de défense, de renseignement et l'industrie nationale. La cybersécurité est directement rattachée aux priorités stratégiques définies par l'État, notamment à travers le rôle central de la Présidence de l'industrie de défense (SBB), qui supervise une part significative des capacités cyber en lien avec les forces armées<sup>91</sup>. Cette organisation favorise une coordination renforcée entre acteurs civils et militaires, essentielle à la gestion des menaces hybrides<sup>92</sup>.

La reconnaissance du cyber comme théâtre d'opérations implique également une évolution doctrinale : les attaques informatiques ne sont plus perçues uniquement comme des incidents techniques ou criminels, mais comme des actes potentiellement hostiles susceptibles d'affecter la sécurité nationale, la stabilité politique ou la continuité de l'action militaire. Dans ce contexte, la Turquie

<sup>89</sup> NATO 2023, *Cyber Defence and Deterrence*, Organisation du traité de l'Atlantique Nord, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>90</sup> NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence 2023, *Cyber Operations and Military Doctrine*, CCDCOE, Tallinn, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>91</sup> Presidency of Defence Industries (SSB) 2023, *Defence Industry Strategy and Cyber Capabilities*, Presidency of the Republic of Türkiye, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>92</sup> European Union Institute for Security Studies (EUISS) 2022, *Hybrid Threats and Cyber Defence*, EUISS, Paris, consulté le 15 janvier 2026.

développe des capacités de prévention, de détection et de réponse intégrées à une vision globale de défense.

### Le cyber comme outil de puissance asymétrique

Au-delà de sa dimension défensive, le cyberspace constitue pour la Turquie un outil de puissance asymétrique, particulièrement attractif en raison de son faible coût relatif, de sa grande adaptabilité et de sa capacité à permettre des actions discrètes situées dans des zones grises en deçà du seuil du conflit armé<sup>93</sup>.

Cette logique asymétrique est d'autant plus centrale que la Turquie, bien qu'elle dispose d'une armée conventionnelle robuste, demeure confrontée à des contraintes structurelles, notamment en matière de dépendance technologique et de rapports de force avec des puissances occidentales ou régionales. Le cyber offre ainsi un levier permettant de compenser ces limites, en renforçant les capacités de surveillance, de dissuasion et de neutralisation des menaces<sup>94</sup>.

La forte exposition du pays aux cyberattaques a également contribué à développer une culture de la résilience cyber. En s'adaptant à un environnement numérique hostile, la Turquie renforce ses capacités défensives tout en acquérant une expertise opérationnelle qui transforme la vulnérabilité initiale en atout stratégique, faisant du cyber un espace d'apprentissage, d'expérimentation et de projection indirecte de puissance<sup>95</sup>.

### Autonomie stratégique et souveraineté numérique

L'intégration de la cybersécurité dans la stratégie militaire turque s'inscrit dans une ambition plus large d'autonomie stratégique et de souveraineté numérique,

---

<sup>93</sup> NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence 2023, *National Cyber Security Strategies: Turkey*, CCDCOE, Tallinn, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>94</sup> Presidency of the Republic of Türkiye 2023, *National Cyber Security Strategy and Action Plan*, Presidency of the Republic of Türkiye, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>95</sup> OECD 2023, *Digital Government Review of Türkiye: Towards a Digitally-Enabled Government*, OECD Publishing, Paris, consulté le 15 janvier 2026.

visant à réduire la dépendance technologique vis-à-vis des fournisseurs étrangers, notamment occidentaux, à travers le développement de capacités nationales<sup>96</sup>.

Cette volonté se traduit par un soutien actif à l'industrie nationale de cybersécurité, encouragée à concevoir des outils de protection, de détection et de réponse adaptés aux besoins de l'État et des forces armées, dans la continuité de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) turque<sup>97</sup>. Le développement de capacités endogènes permet de sécuriser les infrastructures critiques tout en garantissant une maîtrise accrue des chaînes technologiques et informationnelles.

La cybersécurité devient ainsi un pilier de la souveraineté numérique turque, entendue comme la capacité de l'État à contrôler, protéger et exploiter son espace numérique sans dépendance excessive à des acteurs extérieurs, renforçant la cohérence entre défense, autonomie stratégique et affirmation de puissance<sup>98</sup>.

## **Hactivisme nationaliste et conflictualité idéologique**

Des groupes de hackers turcs entre activisme et nationalisme

Parallèlement à la structuration étatique de la cybersécurité, la Turquie se distingue par l'émergence de groupes de hackers se revendiquant d'un engagement nationaliste, religieux ou idéologique, tels qu'Akıncılar, Turk Hack Team ou d'autres collectifs diffus, évoluant à la frontière entre hactivisme, cybercriminalité et action politique, sans intégration formelle aux structures étatiques<sup>99</sup>.

<sup>96</sup> Presidency of the Republic of Türkiye 2023, *National Cyber Security Strategy and Action Plan*, Presidency of the Republic of Türkiye, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>97</sup> Presidency of Defence Industries (SBB) 2024, *Strategic Plan and Cyber Defence Capabilities*, Presidency of the Republic of Türkiye, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>98</sup> OECD 2023, *Digital Government Review of Türkiye: Towards a Digitally-Enabled Government*, OECD Publishing, Paris, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>99</sup> Kaspersky 2023, *Cyberthreat Landscape for the Middle East, Turkey and Africa (META)*, Kaspersky Securelist, consulté le 15 janvier 2026.

Leur discours s'inscrit fréquemment dans une rhétorique anti-occidentale et anti-européenne, parfois explicitement antisémite, mobilisant des références à la défense de l'islam, de la nation turque et de la souveraineté face à des puissances perçues comme hostiles. Malgré des niveaux de sophistication variables, leur capacité à mener des attaques symboliques (défigurations de sites, attaques par déni de service) leur confère une visibilité médiatique importante et une portée politique disproportionnée<sup>100</sup>.

Ces groupes se présentent comme des « défenseurs » de la Turquie dans le cyberspace, revendiquant leurs actions comme des réponses à des provocations politiques, diplomatiques ou culturelles, inscrivant leurs attaques dans une logique idéologique assumée et non uniquement lucrative<sup>101</sup>.

#### Des cibles occidentales et françaises au cœur des attaques

Les cibles privilégiées des groupes de hackers nationalistes turcs sont majoritairement occidentales, en particulier françaises, israéliennes et américaines<sup>102</sup>. La France occupe une place singulière dans cette cyber-conflictualité en raison de facteurs politiques et symboliques, notamment les cyberattaques visant des sites français dès 2011 à la suite de la publication de caricatures du prophète Mahomet par *Charlie Hebdo*, revendiquées par des hackers turcs<sup>103</sup>.

Au-delà de cet épisode, d'autres attaques ont visé des institutions, entreprises et responsables politiques français en réaction aux prises de position diplomatiques jugées hostiles à Ankara, notamment le soutien français à l'Arménie dans le contexte du Haut-Karabakh et la reconnaissance du génocide arménien, contestée par la Turquie<sup>104</sup>.

<sup>100</sup> Atlantic Council 2022, *Turkey's Digital Authoritarianism and Cyber Nationalism*, Atlantic Council, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>101</sup> Council of Europe 2021, *Cybercrime and Cybersecurity in Turkey*, Council of Europe, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>102</sup> Le Monde 2011a, *Des hackers turcs attaquent des sites français après la publication des caricatures de Mahomet*, Le Monde, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>103</sup> Council of Europe 2021, *Cybercrime and Cybersecurity in Turkey*, Council of Europe, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>104</sup> Kaspersky 2023, *Cyberthreat Landscape for the Middle East, Turkey and Africa (META)*, Kaspersky Securelist, consulté le 15 janvier 2026.

Israël figure également parmi les cibles récurrentes dans un contexte de tensions idéologiques et géopolitiques plus larges, tandis que les États-Unis et plusieurs pays européens sont visés en tant que symboles d'un ordre occidental perçu comme dominant, conférant à ces attaques une dimension symbolique et politique forte malgré un impact opérationnel souvent limité.

### Le cyber espace comme prolongement des tensions diplomatiques

L'activisme de ces groupes de hackers s'inscrit dans une dynamique plus large de cyber-conflictualité, où le cyberspace devient un prolongement direct des tensions diplomatiques et idéologiques. Sans constituer des instruments officiels de la politique étrangère turque, ces acteurs non étatiques opèrent dans une zone grise, compatible avec certains intérêts stratégiques d'Ankara, en projetant une forme de pression ou de contestation sans engager directement la responsabilité de l'État<sup>105</sup>.

Ce phénomène illustre la porosité croissante entre cybercriminalité, activisme politique et rivalités géopolitiques. Les actions de ces groupes contribuent à un climat de confrontation permanente dans le cyberspace, où les frontières entre acteurs étatiques et non étatiques deviennent de plus en plus floues. Le cyber permet ainsi l'expression de rapports de force indirects, situés en deçà du seuil du conflit armé, tout en produisant des répercussions diplomatiques bien réelles<sup>106</sup>.

Dans ce contexte, le cyberspace apparaît comme un nouvel espace de politisation des conflits, où se cristallisent des oppositions idéologiques, religieuses et nationales. Les attaques menées par des groupes de hackers turcs contre des cibles occidentales illustrent la manière dont les tensions diplomatiques traditionnelles trouvent désormais un prolongement numérique,

<sup>105</sup> NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence 2023, *National Cyber Security Strategies: Turkey*, CCDCOE, Tallinn, consulté le 15 janvier 2026.

<sup>106</sup> ENISA 2024, *Threat Landscape 2024*, European Union Agency for Cybersecurity, consulté le 15 janvier 2026.

confirmant que le cyber est devenu un champ central de la conflictualité contemporaine.



## La place de l'armée turque

Par Elisabeth Prudent

Depuis l'empire Ottoman, l'armée joue un rôle politique majeur en Turquie, d'abord en participant à l'expansion territoriale, puis en accompagnant et structurant sa modernisation<sup>107</sup>.

Sous l'influence de Mustafa Kemal Atatürk, la victoire militaire issue de la guerre d'indépendance turque (1919-1922) mène à la fondation de la République en octobre 1923, faisant de l'armée la gardienne de l'État et l'un des piliers de l'idéologie kémaliste aux côtés de la laïcité et du républicanisme<sup>108</sup>.

Après la seconde guerre mondiale, l'armée s'impose fermement dans la vie politique via une institution centrale : le Conseil de Sécurité Nationale (CSN), présidé par le chef d'État et composé de militaires ainsi que de civils<sup>109</sup>.

Le pouvoir de ce conseil est renforcé par l'arrivée de la Constitution de 1982, adoptée à la suite du coup d'État militaire de 1980<sup>110</sup>. Le CSN s'impose ainsi comme un organe primordial de la vie politique turque bien qu'institué dès la Constitution de 1961, il voit son influence considérablement renforcée dans les années 1980. Il assure l'encadrement et le contrôle de la vie politique, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de sécurité nationale. Son influence repose davantage sur une autorité réputationnelle que strictement légale pour influencer le monde politique, ce qui lui vaut la qualification par certains auteurs d'« État dans l'État », du fait du poids de son autonomie institutionnelle et économique, tant elle

<sup>107</sup> MONCEAU, Nicolas. « L'armée et le pouvoir politique en Turquie ». *Diplomatie* [en ligne], no 83, novembre-décembre 2016, pp. 8-12. Areion Group. <https://www.jstor.org/stable/10.2307/26982853>

<sup>108</sup> MONCEAU, Nicolas. « L'armée et le pouvoir politique en Turquie ». *Diplomatie* [en ligne], 2016 [consulté le 17/04/2026]. URL : <https://www.jstor.org/stable/26982853r>.

<sup>109</sup> BALANS, Jean-Louis. « Armée et politique en Turquie ou la démocratie hypothéquée ». *Pouvoirs*, vol. 115, no. 4, 2005, p. 55-72. <https://doi.org/10.3917/pouv.115.0055>

<sup>110</sup> MONCEAU, Nicolas. « Turquie : quelles conséquences après la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 ? ». *Constitutions : Revue de droit constitutionnel appliqué*, 2017, n°04, p. 575.

dispose de ressources propres, lui permettant d'échapper aux contraintes ordinaires du pouvoir civil. Cette pression hiérarchique s'exerce plus par des mécanismes institutionnels plutôt que par la seule coercition directe (arrestations, loi martiale, gardes à vue, procès, condamnations, interdiction de partis politiques...), ce qui peut entraîner des interruptions du processus démocratique à cause du poids prépondérant de l'institution militaire.

Nous pouvons également dire que les coups d'État militaires en Turquie ont profondément réorganisé l'espace politique. Toutefois, une différence notable avec d'autres pays réside dans le fait que l'armée turque restitue systématiquement le pouvoir aux civils, *a contrario* de certains régimes issus de coups d'État en Afrique ou en Amérique latine.

La menace principale identifiée par l'armée turque est celle de l'islam politique<sup>111</sup>, perçue comme une remise en cause du socle kémaliste. Elle engage ainsi un processus de laïcisation et de réaffirmation du modèle républicain.

En 1971, l'armée contraint le gouvernement à démissionner par le biais d'un mémorandum, afin d'instaurer un cabinet de technocrates chargés de rétablir l'ordre politique et économique dans un contexte de rapprochement avec l'Union européenne.

Les années 1980 sont marquées par un processus de dépolitisation progressif de la société turque<sup>112</sup>. La constitution de 1982 apparaît comme nettement plus restrictive en matière de liberté et de droits (sociaux et individuels) en comparaison à la loi fondamentale de 1961 qui elle est jugée assez libérale car elle consacre une extension significative des droits et libertés (autonomie des

---

<sup>111</sup> HALE, William. *Turkish Politics and the Military*. Londres : Routledge, 1994.

<sup>112</sup> ÜNSALDI, Levent. « Le rôle économique des interventions militaires en Turquie ». 2008.

universités et des médias, indépendance du pouvoir judiciaire, droit de grève et libertés syndicales).

L'un des enjeux de la démocratisation du régime turc réside dans la modification de cette constitution héritée du coup d'État de 1980, ce qui engendre des crises politiques et institutionnelles notamment en raison du soulèvement de l'opposition. Ce contexte instable favorise la montée en puissance du Parti de la justice et du développement (AKP)<sup>113</sup>.

En 2002, l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement, dirigé par Tayyip Erdoğan, marque un tournant majeur dans les relations entre l'armée et le pouvoir politique. Issu de la mouvance islamo-conservatrice, ce parti est perçu par l'armée comme une menace pour la laïcité et l'héritage kémaliste. Les nombreuses réformes engagées par le gouvernement visent à subordonner l'armée au pouvoir civil, notamment dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union Européenne, qui exige un contrôle démocratique des forces armées. À cela s'ajoute une série de scandales et de procès qui ont fortement contribué à un affaiblissement significatif de l'influence militaire.

Parallèlement, à partir de 2010 des projets de coups d'État présumés, révélés notamment à travers les affaires Ergenekon et Balyoz<sup>114</sup>, visent à déstabiliser le gouvernement, sans toutefois freiner l'ascension de l'AKP, ce qui amène Tayyip Erdoğan à rallier progressivement l'institution militaire à son autorité. En 2014, ce dernier est élu président de la République en Turquie. Après cela, en 2016, une nouvelle tentative de coup d'État échoue entraînant des conséquences majeures : suspensions, licenciements et arrestations massives au sein de l'armée.

---

<sup>113</sup> KAYA, Sùmbùl. « Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'État du 15 juillet 2016 ». *Mouvements* [en ligne], 2017 [consulté le 17/04/2026]. URL : <https://doi.org/10.3917/mouv.090.0019>.

<sup>114</sup> MONCEAU, Nicolas. « Turquie : quelles conséquences après la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 ? ». *Constitutions : Revue de droit constitutionnel appliqué*, 2017, n°04, p. 575.

En juillet 2016, l'AKP instigue une réforme institutionnelle visant à renforcer son contrôle sur les forces armées, en plaçant les services de renseignements et les chefs d'états major sous le joug direct de la présidence. Cette réforme s'accompagne d'une recomposition du Conseil militaire suprême (YAS) et d'un transfert de nombreuses institutions militaires sous le contrôle de ministères civils (par exemple, les hôpitaux militaires rattachés au ministère de la Santé), traduisant une reprise en main du pouvoir politique par l'exécutif<sup>115</sup>.

Ces évolutions actuelles traduisent une volonté de restreindre le rôle politique de l'armée, dont le point de rupture est le putsch manqué du 15 juillet 2016<sup>116</sup>.

Après cela, les relations entre autorités civiles et militaires se transforment profondément sous l'AKP, marquées par un processus de démilitarisation institutionnelle, notamment à travers les procès Ergenekon et Balyoz. Ces procédures judiciaires ont contribué à délégitimer l'armée dans l'espace public, affaiblissant durablement son prestige et sa capacité d'intervention politique.

Entrons à présent dans le détail de cet historique en analysant plus en profondeur les enjeux sociopolitiques qui se sont joués autour de l'évolution de la place de l'armée en Turquie.

## Une armée placée au-dessus du corps social jusqu'au milieu du 20ème siècle

Nous pouvons dire que l'armée turque se construit comme une institution fondatrice et protectrice de l'État<sup>117</sup>, héritière directe des réformes militaires

<sup>115</sup> MONCEAU, Nicolas. « L'armée et le pouvoir politique en Turquie ». *Diplomatie* [en ligne], 2016 [consulté le 17/04/2026]. URL : <https://www.jstor.org/stable/26982853r>.

<sup>116</sup> KAYA, Sümbül. « Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'État du 15 juillet 2016 ». *Mouvements* [en ligne], 2017 [consulté le 17/04/2026]. URL : <https://doi.org/10.3917/mouv.090.0019>.

<sup>117</sup> BOZARSLAN, Hamit. *Histoire de la Turquie contemporaine*. La Découverte, 2004. 120 p.

ottomanes du XIXe siècle qui acquiert une légitimité importante avec la guerre d'indépendance puis la proclamation de la République en 1923. L'armée n'est pas seulement un outil de défense, elle devient un pilier idéologique, garante de la laïcité et du projet républicain.

Cette position singulière se renforce au fil du 20ème siècle par la construction d'un véritable monopole de l'intérêt général, qui s'incarne notamment dans le rôle du CSN. Comme le souligne Nicolas Monceau, l'armée s'est petit à petit imposée comme un acteur inéluctable du système politique de l'époque en exerçant une influence sur le gouvernement civil<sup>118</sup>. L'institution militaire se pense ainsi comme la seule capable d'interpréter et de défendre les intérêts fondamentaux de la nation, au-dessus des contingences partisans.

Ce positionnement justifie ses interventions répétées dans la vie politique, conçues non comme des ruptures, mais plutôt comme des mécanismes de régulation du système politique. Dans cette perspective, l'armée ne se perçoit pas comme un acteur mutin, mais comme une autorité de correction du système démocratique, lorsque celui-ci est jugé défaillant. Par ailleurs, cette dernière fonctionne historiquement comme une « société totale »<sup>119</sup>, relativement autonome du reste du corps social car elle dispose de ses propres structures éducatives (lycées et académies militaires), de ses circuits de sociabilité et d'un appareil économique puissant à travers le fonds de pension (OYAK), acteur majeur de l'économie turque. Ainsi se construit progressivement le mythe d'une institution homogène, disciplinée et protectrice : à la fois respectée et crainte, dont le prestige repose autant sur son rôle historique que sur sa capacité d'intervention politique. En ce sens, l'armée possède également un rôle important dans la

<sup>118</sup> MONCEAU, Nicolas. « L'armée turque : de la tutelle politique à la normalisation démocratique ? ». *Revue internationale et stratégique*, vol. 59, no. 3, 2005, p. 97-108.

<sup>119</sup> En référence au fait total ou à la société totale du sociologue Marcel Mauss. « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques ». 1925, qui peut s'adapter à plusieurs contextes comme celui décrit ici.

reproduction des élites. En effet, le choix des officiers, se faisant via les écoles militaires, est minutieusement sélectif et au sein de ces académies, sont transmises des compétences militaires mais également des normes sociales, culturelles et idéologiques communes aux élites dirigeantes. Ce sont donc des espaces favorisant la continuité de groupes sociaux au sein du pouvoir.

### **L'armée : une institution socialement fragmentée**

Derrière cette image d'unité se cache une réalité beaucoup plus fragmentée. L'analyse sociologique de l'institution militaire révèle des clivages profonds structurant le fonctionnement interne. Autrement dit, derrière la façade d'un corps homogène et discipliné se joue une véritable lutte silencieuse entre statut, origines sociales, branches d'armes et conceptions du prestige militaire.

En premier lieu, l'armée est traversée par une stratification sociale relativement marquée, en effet, les officiers, souvent issus des classes moyennes urbaines, laïques et éduquées, se distinguent nettement des sous-officiers et conscrits, recrutés majoritairement dans des milieux populaires, ruraux et plus conservateurs. Comme nous l'explique Şümbül Kaya, l'institution militaire turque s'est fondée sur une sélection sociale et éducative stricte qui met de côté certaines catégories sociales<sup>120</sup>. Cette fracture sociale ne relève pas uniquement du recrutement car elle structure les rapports de quotidien au sein d'une même caserne. Les officiers incarnent une élite républicaine, héritière du kémalisme, tandis que les sous-officiers représentent davantage les couches périphériques de l'armée turque. Cette dernière devient ainsi un espace où se rejouent, sous uniformes, les tensions de classe et les oppositions culturelles du pays. Cette division ne se limite pas à des différences de trajectoires sociales : elle s'incarne

<sup>120</sup> KAYA, Sümbül. « Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'État du 15 juillet 2016 ». *Mouvements* [en ligne], 2017 [consulté le 17/04/2026]. URL : <https://doi.org/10.3917/mouv.090.0019>.

matériellement dans des espaces séparés (logements, réseaux etc), produisant une véritable segmentation interne<sup>121</sup>.

Cependant, cette organisation renforce une forme de reproduction sociale interne, un fort entre-soi où les élites militaires se perpétuent au sein de circuits fermés<sup>122</sup>. Le prestige ne circule donc pas librement et se distribue selon des codes sociaux implicites, des écoles fréquentées, des filières de carrières, des origines culturelles ou encore des appartenances relationnelles précises. Cette logique va contribuer à entretenir une hiérarchie symbolique forte parmi les membres de l'armée turque.

À ces clivages sociaux s'ajoutent des rivalités statutaires et symboliques : les officiers d'état-major monopolisent l'accès aux postes de commandement, tandis que les officiers de troupe voient leurs perspectives de carrière limitées. Cette opposition nourrit une frustration durable chez les officiers dits "de terrain", souvent perçus comme plus proches du peuple, mais moins valorisés que les élites diplômées de l'état-major. Dans la culture militaire turque, l'état-major concentre non seulement l'autorité stratégique, mais aussi le capital symbolique. À cela s'ajoute une hiérarchie implicite entre les différentes branches : l'armée de Terre, historiquement dominante dans la structure turque, regarde souvent avec condescendance la Marine ou l'armée de l'Air, parfois assimilées à des corps plus technocratiques ou plus mondains (les dits "officiers de salon")<sup>123</sup>. Cette rivalité n'est pas anecdotique car elle permet de révéler combien le prestige de l'uniforme est lui-même fragmenté selon les branches, les traditions et les imaginaires professionnels.

<sup>121</sup> CIZRE, Ümit. « Problems of Democratic Governance of Civil-Military Relations in Turkey and the European Union Enlargement Zone ». *European Journal of Political Research*, vol. 43, no. 1, 2004, p. 107-125.

<sup>122</sup> HALE, William. *Turkish Politics and the Military*. Londres : Routledge, 1994

<sup>123</sup> CIZRE, Ümit. « Problems of Democratic Governance of Civil-Military Relations in Turkey and the European Union Enlargement Zone ». *European Journal of Political Research* [en ligne], vol. 43, no. 1, 2004 [consulté le 12/05/2026], p. 107-125.

Ces tensions internes fragilisent l'image d'unité de l'institution et révèlent une hiérarchie fortement différenciée et éclairent un paradoxe central : l'incapacité structurelle de l'armée à gouverner de manière durable.

Comme le souligne l'analyse de Levent Ünsaldi, les interventions militaires, notamment celle de 1980, ont profondément transformé les équilibres socio-économiques en affaiblissant les classes populaires et les syndicats<sup>124</sup>. Toutefois, gouverner implique de gérer les conflits sociaux du quotidien, ce qui expose l'institution à des divisions internes et à une perte de légitimité. En ce sens, le retrait systématique de l'armée après chaque intervention apparaît moins comme un geste démocratique que comme une stratégie de préservation institutionnelle. Gouverner implique de porter atteinte à l'uniforme, en contraignant l'armée à s'inscrire dans des compromis politiques incompatibles avec son image d'arbitre supérieur.

Le paradoxe est donc le suivant : l'armée intervient pour rétablir l'ordre, mais se retire dès lors qu'elle devrait administrer durablement le désordre social<sup>125</sup>. Car exercer le pouvoir civil oblige à négocier, arbitrer, céder, c'est-à-dire, à faire de la politique pure et dure, ce qui est vu comme une activité dégradante pour une institution qui se veut au-dessus des intérêts partisans. Rester trop longtemps au pouvoir risquerait alors non seulement d'éroder le prestige de l'armée, mais aussi de fissurer son esprit de corps, en exposant au grand jour ses contradictions internes. Rendre le pouvoir à la société civile devient ainsi une manière de sauver l'institution d'elle-même.

Enfin, nous pouvons dire que l'armée est profondément imbriquée dans les dynamiques sociales et politiques. L'auteur Hamit Bozarslan nous explique que la

<sup>124</sup> ÜNSALDI, Levent. « Du rôle économique des interventions militaires en Turquie ». *Revue Tiers Monde* [en ligne], 2008 [consulté le 15/04/2026]. DOI : 10.3917/rtm.194.0261

<sup>125</sup> ÜNSALDI, Levent. « Du rôle économique des interventions militaires en Turquie ». *Revue Tiers Monde* [en ligne], 2008 [consulté le 15/04/2026]. DOI : 10.3917/rtm.194.0261

haute hiérarchie militaire s'est progressivement intégrée aux élites économiques en partageant des intérêts communs avec la bourgeoisie<sup>126</sup>. L'armée agit ainsi en interaction avec des acteurs civils (élites économiques, médias, partis politiques etc) dans des configurations complexes de rapports de pouvoir. Elle n'est donc ni un bloc autonome, ni une simple force coercitive, elle constitue un acteur social à part entière, traversé par les mêmes logiques de distinction, de concurrence et de reproduction que le reste de la société. C'est précisément cette dimension humaine construite sur un socle d'ambitions, de rivalités et de contradictions qui permet de comprendre ses choix politiques autant que ses limites structurelles.

### **La reprise en main du pouvoir par la société civile**

L'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002 marque un tournant dans les relations entre civils et militaires, a contrario des affrontements frontaux du passé, le gouvernement va adopter une stratégie graduelle de réduction de l'influence militaire. Ceci va progressivement se remettre en place en amont de la tentative de coup d'État de 2016, à travers une série de transformations juridiques, politiques et symboliques qui redéfinissent en profondeur l'équilibre des pouvoirs<sup>127</sup>.

Le premier levier mobilisé est celui du processus d'adhésion à l'Union européenne. Dans le cadre des réformes exigées par les critères de Copenhague, le pouvoir civil engage une série de transformations institutionnelles visant à renforcer le contrôle démocratique sur l'armée. Comme le souligne certains auteurs, la plupart des réformes engagées dans les années 2000 ont

<sup>126</sup> BOZARSLAN, Hamit. *Histoire de la Turquie contemporaine*. La Découverte, 2004. 120 p..

<sup>127</sup> KAYA, Şümbül. « Transformation of Civil-Military Relations in Turkey ». *Turkish Studies* [en ligne], vol. 21, no. 4, 2020, p. 593-615.

significativement réduit le rôle politique de l'armée, notamment à travers la transformation du Conseil de sécurité nationale<sup>128</sup>.

Le gouvernement comprend vite que le cadre européen constitue une ressource politique stratégique car en inscrivant ses réformes dans le registre de la démocratisation et de la convergence avec les standards européens, l'AKP parvient à réduire légalement l'autonomie de l'institution militaire tout en neutralisant les accusations d'affrontement idéologique direct.

Entre 2001 et 2004, plusieurs réformes diminuent progressivement les prérogatives du Conseil de sécurité nationale, organe historiquement central dans la tutelle militaire<sup>129</sup>. Son rôle devient davantage consultatif, sa composition est rééquilibrée au profit des civils, et son secrétariat général peut désormais être dirigé par une personnalité non militaire. Il s'agit d'un déplacement institutionnel majeur : l'armée est progressivement renvoyée à une fonction strictement sécuritaire, loin du rôle d'arbitre politique qu'elle revendiquait depuis des décennies.

En 2003, le CSN est réorganisé dans le but de renforcer le contrôle civil sur l'armée : le poste de secrétaire général, auparavant occupé par un militaire, est confié à un civil, réduisant ainsi le conseil à un rôle davantage consultatif. On écarte les profils militaires au profit de profils civils dans l'ensemble des organes de contrôle politique. Parallèlement, la Cour des comptes est habilitée à contrôler les dépenses militaires, marquant une avancée en matière de transparence. De plus, en 2009, une réforme supprime l'immunité militaire et réduit les compétences de juridiction militaire : la justice civile peut à présent juger les militaires en temps de

<sup>128</sup> MONCEAU, Nicolas. « L'armée et le pouvoir politique en Turquie ». *Diplomatie* [en ligne], 2016 [consulté le 17/04/2026]. URL : <https://www.jstor.org/stable/26982853r>. & KAYA, Şümbül

<sup>129</sup> BALANS, Jean-Louis. « Armée et politique en Turquie ou la démocratie hypothéquée ». *Pouvoirs* [en ligne], vol. 115, no. 4, 2005, p. 55-72. [consulté le 17/04/2026]. URL <https://doi.org/10.3917/pouv.115.0055>

paix, notamment pour les affaires de complots, mais l'inverse n'est plus possible : c'est-à-dire que les militaires ne peuvent plus juger de civils en temps de paix.

Parallèlement, les procès Ergenekon et Balyoz. Ces affaires judiciaires, très médiatisées à la fin des années 2000, constituent un moment de rupture dans l'imaginaire collectif turc<sup>130</sup>. Voir des généraux, parfois parmi les plus hauts gradés, comparaître devant les tribunaux bouleverse l'ordre symbolique établi.

Au-delà de leur portée judiciaire, et malgré les controverses ultérieures sur la solidité des preuves ou l'instrumentalisation politique de certaines procédures, ces procès produisent un effet décisif : ils brisent le mythe de l'infaillibilité militaire. L'armée cesse d'être un sanctuaire hors d'atteinte et devient un acteur comme un autre, susceptible d'être contesté, accusé et condamné. Cette séquence marque un basculement symbolique majeur : l'armée cesse d'apparaître comme une institution intouchable et devient un acteur susceptible d'être jugé par les institutions civiles. L'institution jusque-là presque perçue comme sacrée se retrouve soumise au regard des juges, des médias et de l'opinion publique et on voit son influence baisser<sup>131</sup>.

On observe également une baisse des effectifs militaires, en particulier parmi les hauts gradés, notamment à la suite des purges post-2016, qui ont touché plusieurs milliers d'officiers, bien que ces chiffres n'incluent pas les conscrits ni les personnels civils.

<sup>130</sup> GÜRSOY, Yaprak. « Causes of the Transformation of Civil-Military Relations in Turkey ». *International Relations* [en ligne], vol. 11, n°43, 2014, p. 157-180 [consulté le 12/05/2026]. URL : <https://www.ir-journal.com/issues/volume-11-number-043-2014/causes-of-the-transformation-of-civil-military-relations-in-turkey>

<sup>131</sup> YILDIZ, Uğur Burç « Civil-Military Relations During the Period of the Justice and Development Party in Turkey ». *Ege Stratejik Araştırmalar Dergisi* [en ligne], vol. 3, n°2, 2012 [consulté le 12/05/2026]. URL : <https://dergipark.org.tr/tr/pub/esam/article/81732>

Toutefois, il ne s'agit pas d'un retrait total de l'armée de la sphère politique, mais plutôt un remaniement de la pensée orientant la normalisation de l'institution.

Enfin, la redéfinition des relations entre pouvoirs civils et militaires s'est opérée sans véritable débat parlementaire ni concertation avec la société civile. Elle résulte avant tout d'une lutte de pouvoir entre le haut commandement militaire et l'exécutif, traduisant une transformation autoritaire du contrôle civil sur l'armée.

Cependant la reprise en main du pouvoir par la société civile ne signifie pas forcément l'avènement immédiat d'un équilibre démocratique parfait. Elle traduit plutôt un déplacement du centre de gravité politique : la légitimité ne repose plus sur la capacité de l'armée à sauver la nation, mais sur la maîtrise des mécanismes institutionnels par le pouvoir élu. En ce sens, l'AKP ne se contente pas de limiter l'armée mais redéfinit les règles du jeu politique turc en imposant une nouvelle hiérarchie des légitimités, où l'autorité civile prime désormais sur la tutelle militaire. Cette transition constitue l'un des changements structurels les plus profonds de la Turquie moderne.

## **Le nouveau visage de l'armée turque**

L'échec du coup d'État de 2016 amène à une restructuration profonde de l'institution militaire<sup>132</sup>. Comme nous l'avons souligné, les purges qui ont suivi sont d'une ampleur sans précédent : près de la moitié des généraux et amiraux en fonction sont limogés ou arrêtés.

Au-delà de la sanction immédiate, ces purges brisent les mécanismes traditionnels de reproduction des élites militaires. Des carrières entières sont détruites, des promotions suspendues, et une mémoire professionnelle collective est amputée.

---

<sup>132</sup> MONCEAU, Nicolas. « Turquie : quelles conséquences après la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 ? ». Constitutions : Revue de droit constitutionnel appliqué, 2017, n°04, p. 575.

La proportion exceptionnelle de hauts gradés écartés traduit une rupture dans les mécanismes de reproduction des élites militaires, jusque-là relativement autonomes.

Cette rupture ne se limite pas à une épuration car elle reconfigure durablement la sociologie de l'institution. L'armée cesse d'être un espace relativement fermé, reproduisant ses propres normes et ses propres élites, pour devenir un corps davantage dépendant des arbitrages du pouvoir politique<sup>133</sup>.

Dans le même temps, le pouvoir civil engage une réforme structurelle visant à fragmenter et contrôler l'institution. Les différentes composantes de l'armée sont donc placées sous l'autorité du ministère de la défense, tandis que la chaîne de commandement est redéfinie au profit de l'exécutif. Cette stratégie repose sur un principe clair : empêcher toute concentration autonome du pouvoir militaire. Les forces terrestres, navales et aériennes sont davantage intégrées à l'appareil administratif civil ce qui réduit ainsi les marges de manœuvre d'une hiérarchie militaire indépendante. Le geste le plus symbolique reste sans doute la fermeture des académies militaires traditionnelles, longtemps considérées comme le cœur idéologique et intellectuel du kémalisme militaire. Elles sont remplacées par une nouvelle université de défense nationale, placée sous supervision civile. Ce changement qui dépasse la simple réforme éducative marque la volonté de redéfinir la formation du futur officier turc, en l'inscrivant dans un cadre doctrinal contrôlé par l'État<sup>134</sup>.

Enfin, cette transformation s'accompagne d'une évolution idéologique significative car en effet, l'intégration progressive de profils issus de milieux

<sup>133</sup> KAYA, Şümbül. « Transformation of Civil-Military Relations in Turkey ». *Turkish Studies* [en ligne], vol. 21, no. 4, 2020, p. 593-615.

<sup>134</sup> GÜRCAN, Metin et GISCLON, Megan. « From Autonomy to Full-fledged Civilian Control: The Changing Nature of Turkish Civil-Military Relations after July 15 » [en ligne]. Istanbul : Istanbul Policy Center - Sabancı University - Stiftung Mercator Initiative, 2016.

religieux et l'assouplissement des normes de laïcité interne témoignent d'une recomposition doctrinale de l'institution, qui sera désormais alignée sur les orientations politiques du pouvoir.

Ce changement idéologique constitue l'un des changements les plus spectaculaires, car l'armée, longtemps gardienne d'un kémalisme strict et d'une laïcité militante, s'ouvre désormais à des diplômés issus des lycées religieux (imam hatip) et autorise le port du voile islamique dans certaines fonctions militaires.

Ces évolutions, autrefois impensables dans une institution façonnée par l'héritage d'Atatürk, traduisent un déplacement du référentiel identitaire : la loyauté au cadre républicain classique cède progressivement la place à une conception plus conservatrice de l'engagement national<sup>135</sup>.

Le nouveau soldat turc n'est donc plus seulement l'héritier du modèle kémaliste du XXe siècle. Il incarne également une armée recentrée sur l'obéissance à l'exécutif, reconfigurée dans ses circuits de formation, et idéologiquement plus en phase avec le conservatisme du pouvoir en place. Cette transformation ne signe pas seulement une réforme institutionnelle : elle révèle une redéfinition profonde de ce que signifie servir l'État en Turquie aujourd'hui<sup>136</sup>. Tout ceci permet de mettre en avant le paradoxe actuel sur l'évolution du rôle de l'armée en Turquie : de fait, le gouvernement actuel injecte beaucoup d'argent dans l'armée qui devient de jours en jours plus puissante. Selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires du pays ont été multipliées par 20 entre

<sup>135</sup> KAYA, Şümbül. « Transformation of Civil-Military Relations in Turkey ». *Turkish Studies* [en ligne], vol. 21, no. 4, 2020, p. 593-615.

<sup>136</sup> GÜRCAN, Metin et GISCLON, Megan. « From Autonomy to Full-fledged Civilian Control: The Changing Nature of Turkish Civil-Military Relations after July 15 » [en ligne]. Istanbul : Istanbul Policy Center - Sabancı University - Stiftung Mercator Initiative, 2016.  
& KAYA, Şümbül. « Transformation of Civil-Military Relations in Turkey ». *Turkish Studies* [en ligne], vol. 21, no. 4, 2020, p. 593-615.

1960 et 2025, passant d'environ 1 280\$ en 1960 à près de 26 800\$ en 2025. Mais parallèlement à cela, les pouvoirs politiques et décisionnaires de cette dernière se voient réduits au profit de l'exécutif<sup>137</sup>.

## Conclusion

En définitive, l'armée turque demeure une institution de puissance, forte par son héritage historique, sa capacité d'organisation et son rôle stratégique dans la défense nationale. Pourtant, cette force s'accompagne de fragilités structurelles : divisions internes, dépendance à un récit idéologique fondateur, et difficulté à préserver une autonomie durable face aux changements du pouvoir politique.

Cette armée contemporaine n'est donc plus l'arbitre central du jeu politique et a été progressivement ramenée à une fonction plus stricte de défense nationale. Néanmoins, ce changement mérite d'être nuancé car il ne s'agit pas d'une dépolitisation totale, mais plutôt d'une transformation de sa place dans les rapports de pouvoir, désormais dominés par l'exécutif.

Dès lors, la véritable question n'est peut-être pas de savoir si l'armée a perdu son rôle politique, mais si sa mise au pas a conduit à sa neutralisation ou à sa réorientation au service d'un nouveau projet politique.

---

<sup>137</sup> SIPRI. Military Expenditure Database [en ligne]. Stockholm International Peace Research Institute, s.d. [consulté le 13/05/2026]. Disponible sur : <https://www.sipri.org/databases/milex>

# L'industrie de défense turque : acteur essentiel pour comprendre la Turquie contemporaine

Par Thomas Germenot

---

## Genèse, structuration et politisation progressive de la BITD

Revenir aux fondamentaux de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) turque permet de replacer la Turquie dans une dynamique ancienne, celle d'une remise en question de ses alliances et d'une recherche d'autonomie stratégique. Dès le début des années 1950, la Turquie s'inscrit dans une trajectoire similaire à celle de la France du général de Gaulle. Sous la présidence de Mustafa Kemal Atatürk, la Turquie se montre vigilante sur les questions de souveraineté nationale alors même qu'au moment de son intégration à l'OTAN en 1952, elle est largement dépendante des États-Unis<sup>138</sup>. Son industrie de défense était alors profondément affaiblie, contribuant notamment à la défaite de l'Empire ottoman. En cela, les exportations américaines, à la fois peu coûteuses et technologiquement avancées, symbolisaient la marginalisation de l'industrie de défense nationale turque. Ce n'est que vingt ans plus tard que la Turquie prend pleinement conscience des risques liés à cette dépendance<sup>139</sup>. Le 20 juillet 1974, Ankara lance l'Opération Attila avec comme objectif d'envahir la partie nord de l'île de Chypre. La communauté internationale réagit et un embargo américain sur les exportations d'armement est mis en place, marquant un point de bascule pour la

---

<sup>138</sup> LEFEEZ, Sophie. « L'industrie de défense turque : un modèle de développement basé sur une volonté d'autonomie stratégique ». *Institut de relations internationales et stratégiques* [en ligne] 10 mai 2017 [consulté le 01/12/2025] Disponible sur : <https://www.iris-france.org/94270-lindustrie-de-defense-turque-un-modele-de-developpement-base-sur-une-volonte-dautonomie-strategique/>.

<sup>139</sup> Ibid.

BITD turque. Ankara prend conscience de sa vulnérabilité stratégique et du déficit de souveraineté qu'implique une telle dépendance à l'égard de ses alliés de l'OTAN. C'est à partir de cet épisode que l'idée de développer une industrie de défense capable de répondre aux besoins nationaux s'impose, industrie qui doit être à la fois performante et indépendante. Cette prise de conscience se traduit institutionnellement par l'adoption de la loi n°3238 du 7 novembre 1985, dont l'article premier stipule que « l'objectif de cette loi est de développer une industrie de défense moderne et de permettre la modernisation des forces armées turques »<sup>140</sup>. Cette loi marque un tournant décisif et une phase rapide d'institutionnalisation se lance dans les années 1980. La TSKGV<sup>141</sup>, entité de droit privé qui a pour fonction première de soutenir financièrement certains grands comptes de la BITD locale, via des prises de participations directes ou indirectes, est fondée. Elle a également pour objectif de diminuer la dépendance capacitaire du pays et d'orienter la stratégie étatique en matière d'exportation. On retrouve comme entreprises soutenues Turkish Aerospace Industries<sup>142</sup> (TAI), Aselsan ou encore Roketsan. La création de la TSKGV marque un tournant majeur en intégrant directement l'armée turque au cœur de l'industrie de défense. Dans le même temps, Ankara créa la SSM (désormais SSB)<sup>143</sup>, agence publique chargée de la politique industrielle de défense de la Turquie. Elle a pour missions le développement de la BITD locale, la modernisation des forces armées, la coordination de la recherche et développement, la définition des orientations en matière d'acquisitions et de capacités, ainsi que le contrôle de la politique d'exportation. C'est aussi un rôle central de coordination entre l'ensemble des acteurs de l'écosystème de défense, s'imposant comme l'organe suprême de la

<sup>140</sup> Ibid.

<sup>141</sup> « *Türk Silahlı Kuvvetlerini Güçlendirme Vakfı* » : Fondation des forces armées turques.

<sup>142</sup> « *Türk Havacılık ve Uzay Sanayi A.Ş., TUSAŞ* » : Turkish Aerospace Industry.

<sup>143</sup> « *Savunma Sanayii Müsteşarlığı* » : Présidence de l'industrie de la défense.

politique industrielle de défense nationale<sup>144</sup>. Il est à noter que son financement repose en partie sur des mesures mises en place par l'AKP, notamment via les taxes sur les jeux d'argent et celles liées à la réduction de la durée du service militaire obligatoire<sup>145</sup>. Enfin, la TÜBITAK<sup>146</sup> constitue le dernier pilier de cette architecture institutionnelle. Cet institut de recherche est essentiel pour la recherche, le développement et la production de technologies avancées au service de la défense nationale. Ce sont ces trois piliers qui ont contribué à l'émergence d'une industrie de défense autonome. Parallèlement, les grandes entreprises publiques du secteur vont émerger avec les naissances de TAI en 1973, Aselsan en 1975, Baykar en 1984 ou encore Roketsan en 1988. Cette dynamique est consolidée en 1998 par l'adoption d'une vaste stratégie de modernisation des forces armées, prévoyant près de 150 milliards de dollars d'investissements sur une période de vingt-cinq ans<sup>147</sup>.

## **Au service des objectifs politiques : autonomie, puissance régionale et sécuritisation**

En 2002, l'arrivée au pouvoir du parti de la justice et du développement AKP marque l'arrivée du Président Recep Tayyip Erdoğan. C'est à partir de cette année-là que le secteur de l'armement va connaître une accélération sans précédent expliquée par la convergence des ambitions personnelles et politiques d'Erdoğan — à la fois stratégiques, industrielles et géopolitiques — et par un contexte économique alors favorable<sup>148</sup>. C'est en 2004, au cours d'une réunion du SSIK<sup>149</sup>, que la stratégie de production nationale va véritablement se formaliser. Elle se

<sup>144</sup> Observatoire des drones. « Étude spécifique n° 1 : Industrie turque des drones » *Ministère des armées* [rapport] juillet 2024 [consulté le 01/08/2024] Disponible sur : <https://fr.scribd.com/document/801251948/ObsDrones-Etude-Specifique-n1-Industrie-Turque-Des-Drones-Juillet-2024>.

<sup>145</sup> JUBELIN, Alexandre et PERIA-PEIGNE, Léo. « Le Bayraktar et le reste – La montée en capacités de la Turquie » *Le Rubicon – Le Collimateur* [podcast]. 9 juillet 2024 [consulté le 01/08/2025] Disponible sur : <https://lerubicon.org/collimateur-09-07/>.

<sup>146</sup> « *Türkiye Bilimsel ve Teknolojik Araştırma Kurumu* » : Conseil de la recherche scientifique et technologique de Turquie.

<sup>147</sup> GÜCÜM, Selin. « La politique industrielle turque de l'armement : un vecteur de puissance ». *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, 2025, n° 86, p. 74-77.

<sup>148</sup> Ibid.

<sup>149</sup> « *Savunma Sanayii İcra Komitesi* » : comité exécutif de l'industrie de défense.

matérialise à travers plusieurs programmes emblématiques, tels que le programme naval MILGEM, le char de combat Altay, ou encore l'hélicoptère d'attaque T-129 ATAK. Dans cette dynamique, la priorité est clairement donnée à la turquification des équipements militaires, en particulier ceux reposant sur des technologies nouvelles considérées comme sensibles. L'objectif est de réduire au maximum les dépendances étrangères, tant sur les composants critiques que sur les savoir-faire, afin de garantir une autonomie stratégique complète dans les domaines clés de la défense<sup>150</sup>. Reposant sur une structure pyramidale articulée autour de grandes entreprises publiques et soutenue par un vaste réseau de PME et de sous-traitants, le secteur de la défense turque va connaître une croissance rapide et soutenue.

En Turquie, les liens entre la BITD et le pouvoir politique sont particulièrement marqués. À titre symbolique, Selçuk Bayraktar, cofondateur avec son frère de l'entreprise Baykar, est devenu le gendre du Président Erdoğan. L'évolution institutionnelle du secteur rebaptisant le SSM en SSB<sup>151</sup> a permis de la placer directement sous l'autorité du Président de la République, consolidant ainsi son contrôle politique sur la politique industrielle de défense. Ankara joue un rôle central se traduisant par la mise en œuvre de politiques incitatives, notamment à travers des subventions publiques et un soutien direct à l'investissement. L'État turc cherche également à mobiliser le monde étudiant et universitaire qui a désormais une place de choix dans l'effort national de recherche et de développement militaire. Cette orientation est largement encouragée par la présence de technopôles directement intégrés aux universités<sup>152</sup>. L'étude du TEKNOFEST en est particulièrement révélatrice. Ce festival de technologie qui se déroule plusieurs fois par an permet de célébrer l'armée turque et son industrie

<sup>150</sup> GÜCÜM, Selin. « La politique industrielle turque de l'armement : un vecteur de puissance ». *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, 2025, n° 86, p. 74-77.

<sup>151</sup> « *Savunma Sanayii Başkanlığı* » : Présidence de l'industrie de défense.

<sup>152</sup> Orta Doğu Teknik Üniversitesi. Researcher Training Program for the Defense Industry (SAYP) [en ligne]. Septembre 2025 [consulté le 01/12/2025]. Disponible sur : <https://ak.metu.edu.tr/en/researcher-training-program-defense-industry-sayp>.

de défense<sup>153</sup>. Des concours à destination des étudiants dont les universités ont leurs propres stands, marquent les quelques jours de l'événement. Cette logique se retrouve également sur les stands des grandes entreprises de la BITD dont tout est fait pour attirer la jeunesse – à travers des ateliers divers et variés – et les jeunes ingénieurs et chercheurs dont le recrutement constitue un levier central d'un développement à la fois rapide et efficace. Cependant le Teknofest n'est pas le seul vecteur de valorisation de la BITD turque puisqu'elle possède une forte visibilité à travers les grands salons internationaux de défense, dont les locaux tels que IDEF ou SAHA EXPO, participant alors à la promotion des capacités industrielles turques à l'export et à l'attractivité du secteur. Parallèlement, on observe une forte accélération de la sécuritisation et de la politisation des enjeux de défense. La BITD turque répond avant tout à des impératifs sécuritaires nationaux : les opérations menées dans le sud du pays et dans le nord de la Syrie contre diverses insurrections, les combats urbains liés à la question kurde, ainsi que les engagements contre l'État islamique ont conduit au développement de capacités et de systèmes spécifiquement adaptés à ces théâtres d'opérations<sup>154</sup>. Enfin, le développement de la BITD s'inscrit pleinement dans la rhétorique du « siècle turc », concept promu par les autorités pour symboliser l'affirmation de la puissance nationale. L'industrie de défense constitue désormais l'un des piliers de la diplomatie turque, dont le drone Bayraktar TB2 est sans doute l'emblème le plus visible<sup>155</sup>. Utilisé par l'Azerbaïdjan lors de la guerre du Haut-Karabakh, puis par l'Ukraine, où il est devenu un symbole de la résistance face à l'invasion russe, ce drone illustre la capacité de la Turquie à projeter son influence militaire et diplomatique. Aujourd'hui, les équipements issus de la BITD

<sup>153</sup> Teknofest [en ligne]. Teknofest, 2025 [01/09/2025]. Disponible sur : <https://www.teknofest.org/en/>.

<sup>154</sup> DENIZEAU, Aurélien. « Les forces armées turques : un outil diplomatique et géopolitique au service d'Ankara ». *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, 2025, n° 86, p. 66-70.

<sup>155</sup> PERIA-PEIGNE, Léo. « TB2 Bayraktar : grande stratégie d'un petit drone » *IFRI* [en ligne], 17 avril 2023 [01/08/2024] Disponible sur : [https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated\\_files/documents/atoms/files/peria-peigne\\_tb2-bayraktar\\_avril2023.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/peria-peigne_tb2-bayraktar_avril2023.pdf).

turque sont déployés dans de nombreuses régions, de l'Asie centrale au Moyen-Orient<sup>156</sup>.

## Rapports aux BITD étrangères : une diplomatie industrielle à géométrie variable

Évoquer la stratégie des offsets est l'une des clés de compréhension essentielles de la montée en puissance de la BITD turque. Qu'il s'agisse de transfert de technologies, de production locale ou de capacités de maintenance confiées à l'industrie nationale, les offsets ont constitué un levier central de l'industrialisation de la défense turque<sup>157</sup>. Pendant de nombreuses années, ces mécanismes de compensation ont permis de faire émerger progressivement un tissu industriel national compétent. Disposant de la deuxième armée de l'OTAN en nombre de soldats, la Turquie représente un client stratégique et attractif capable de négocier des contrats d'armement de grande ampleur dont l'acquisition d'offsets est un point crucial. Cela débute dans les années 1970 et cette logique s'approfondit avec les programmes aéronautiques américains : les F-16 américains avec TAI permettant aux Turcs de produire au début des années 2000 leur premier avion d'entraînement conçu localement, le Hürkuş<sup>158</sup>. Désormais, la Turquie développe son programme de TF-X Kaan, avion de combat de cinquième génération, annoncé comme produit localement à près de 80%. Une logique similaire s'est imposée dans le domaine naval dans lequel la coopération allemande a permis la production de frégates turques<sup>159</sup>. Cependant, cette trajectoire est traversée de contradictions structurelles. Malgré le fait qu'elle soit membre de l'OTAN, la Turquie n'a eu de cesse de diversifier ses partenariats stratégiques au-delà du bloc

<sup>156</sup> ibid

<sup>157</sup> JUBELIN, Alexandre et PERIA-PEIGNE Léo. « Le Bayraktar et le reste - La montée en capacités de la Turquie » Le Rubicon [podcast]. Le Collimateur, 9 juillet 2024 [consulté le 01/08/2025] Disponible sur : <https://lerubicon.org/collimateur-09-07/>.

<sup>158</sup> STEIN, Aaron. « Turkey Wonk: Nuclear and Political Musings in Turkey and Beyond ». Wordpress [en ligne], 18 février 2013 [consulté le 01/08/2024] Disponible sur : <https://turkeywonk.wordpress.com/2013/02/18/offsets-turkeys-military-procurement-policy/>.

<sup>159</sup> JUBELIN, Alexandre et PERIA-PEIGNE Léo. « Le Bayraktar et le reste - La montée en capacités de la Turquie ». Le Rubicon - Le Collimateur [podcast]. 9 juillet 2024 [consulté le 01/08/2025] Disponible sur : <https://lerubicon.org/collimateur-09-07/>.

occidental. Ces tensions avec ses alliées atteignirent leur paroxysme en 2017 lorsque la Turquie acquit des systèmes de défense antiaérienne russes S-400, à la suite du refus américain de lui vendre les systèmes Patriot<sup>160</sup>. Ce rapprochement avec Moscou entraîna l'éjection d'Ankara du programme F-35 et la suspension de la livraison de ses 120 appareils. Cette éviction bouleversa la planification capacitaire turque, notamment du fait que le TCG Anadolu était initialement conçu pour transporter et utiliser les F-35. Ces dernières années, la Turquie a accéléré la diversification de ses partenaires industriels. A la fin du mois d'octobre 2025, la signature d'un accord entre le Président turc Erdoğan et le Premier ministre britannique Keir Starmer, met fin à un long chapitre. Ainsi, Ankara va acquérir vingt appareils Eurofighter Typhoon<sup>161</sup>. Cet achat s'inscrit dans une tentative de freiner le déclassement de l'armée de l'air turque, privée d'accès au F-35 et limitée dans la modernisation de sa flotte existante. Il est par ailleurs probable que ce contrat inclue des transferts de technologie, voire une production partielle et l'intégration de munitions nationales turques, qui permettrait à la BITD turque de sortir gagnant du deal dans les années à venir<sup>162</sup>. Enfin, l'industrie de défense turque s'affirme comme un instrument central de la diplomatie d'Ankara fondée sur la vente et la coproduction d'armements. TUSAS a ainsi renforcé ses positions dans des entreprises stratégiques comme Lockheed Martin ou TAI avec General Electric<sup>163</sup>. Plus récemment encore, c'est l'entreprise Baykar qui s'est associée au groupe italien Leonardo pour produire le drone de combat Kızılelma en Italie, dans le cadre de la coentreprise LBA Systems. Désormais la Turquie n'est plus seulement réceptrice de transferts, mais devient elle-même fournisseur de

<sup>160</sup> BILLION, Didier. « La Turquie, allié capricieux, ennemi impossible ». *Le Monde Diplomatique* [en ligne], octobre 2019 [consulté le 01/08/2024] Disponible sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/10/BILLION/60458>.

<sup>161</sup> CİDDİ, Sinan. « London's Eurofighter sale to Turkey: A win for industry, a loss for strategy ». *Breaking Defense* [en ligne] 21 novembre 2025 [consulté le 22/11/2025] Disponible sur : <https://breakingdefense.com/2025/11/londons-eurofighter-sale-to-turkey-a-win-for-industry-a-loss-for-strategy/>.

<sup>162</sup> MOYEUVE, Patrice. « Vente de 20 Eurofighter à la Turquie : contexte et conséquences industrielles et politiques ». *Institut de relations internationales et stratégiques* [en ligne] 25 novembre 2025 [consulté le 25/11/2025] Disponible sur : <https://www.iris-france.org/vente-de-20-eurofighter-a-la-turquie-contexte-et-consequences-industrielles-et-politiques/>.

<sup>163</sup> GÜCÜM, Selin. « La politique industrielle turque de l'armement : un vecteur de puissance ». *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, 2025, n° 86, p. 74-77.

technologies et de savoir-faire. Ankara développe cette diplomatie de l'armement des pays européens comme la Pologne aux États africains tels que l'Éthiopie, en passant par l'Asie centrale et le Moyen-Orient. Dans le Golfe, la compétition s'est transformée en une coopération en faisant converger des objectifs stratégiques et industriels avec des acteurs comme le groupe émirati EDGE Group ou la société saoudienne SAMI<sup>164</sup>. La Turquie apporte des systèmes éprouvés au combat, une conception modulaire et des licences flexibles, tandis que les États du Golfe fournissent capital, infrastructures et débouchés à long terme. Toutefois, cette stratégie de diversification repose sur un équilibre fragile entre diversification des alliances, crédibilité technologique et soutenabilité financière.

### **Autonomie en devenir : succès indéniables, limites persistantes**

En définitive, la BITD s'impose désormais comme l'un des piliers centraux de la puissance stratégique d'Ankara. Depuis le début des années 2000, la Turquie est passée d'un statut d'État client, longtemps dépendant de quelques fournisseurs occidentaux, à celui d'acteur industriel crédible et exportateur sur le marché mondial de l'armement. Les succès multiples dans les domaines des drones, des missiles, du naval ou des véhicules blindés illustrent cette montée en gamme, symbolisée récemment par le succès d'un tir de missile depuis le drone autonome Kızılelma ou encore la mise en service du TCG Anadolu<sup>165</sup>. Cette BITD constitue un véritable instrument de projection d'influence permettant à Ankara de défendre et de construire ses intérêts au Proche-Orient, dans le Caucase, en Méditerranée orientale et en Afrique<sup>166</sup>. Évidemment, le succès commercial et opérationnel du drone Bayraktar ou de l'Akıncı démontre la capacité turque à répondre aux

<sup>164</sup> GASCO, Riccardo et SALESIO SCHIAVI, Francesco. « Blueprints for autonomy: Turkey and the Gulf partnership on defense industrialization ». *Arab Gulf States Institute* [en ligne] 2 décembre 2025 [consulté le 02/12/2025] Disponible sur : <https://agsi.org/analysis/blueprints-for-autonomy-turkey-and-the-gulf-partnership-on-defense-industrialization>.

<sup>165</sup> SAUVETON, Pierre. « Kızılelma réussit un tir air-air BVR et confirme l'ambition turque ». *OpexNews* [en ligne] 01 décembre 2025 [consulté le 01/12/2025] Disponible sur : <https://opexnews.fr/bayraktar-kizilelma-tir-air-air-bvr-turquie/>.

<sup>166</sup> DENIZEAU, Aurélien. « Les forces armées turques : un outil diplomatique et géopolitique au service d'Ankara ». *Les Grands Dossiers de la Diplomatie*, 2025, n° 86, p. 66-70.

besoins de nombreux États confrontés à des conflits asymétriques, tout en transformant ces exportations en leviers politiques et diplomatiques.

Pourtant, la Turquie fait toujours face à des défis dont le plus critique demeure celui de la motorisation, véritable talon d'Achille de la BITD<sup>167</sup>. Aujourd'hui, ses plateformes fonctionnent grâce à des moteurs étrangers, notamment ukrainiens, marquant un projet d'autonomisation pas encore arrivé à sa fin. Comme en 1974, en cas de sanctions, d'embargos ou de ruptures d'approvisionnement, la Turquie pourrait voir sa BITD être fragilisée par cette certaine dépendance technologique. Par ailleurs, si l'indigénisation progresse, celle-ci se fait à coups de grandes ressources financières, mais le contexte économique national souligne une limite fondamentale du modèle turc.

Ainsi, la BITD turque se trouve à un point d'inflexion. Incontestablement, la Turquie a su construire sa souveraineté, sa crédibilité industrielle et militaire, mais le projet d'autonomisation n'est pas encore atteint à 100%. La pérennité de cette trajectoire dépendra de sa capacité à dépasser ses dépendances critiques, à maîtriser les technologies les plus sensibles et à garantir un financement durable.

---

<sup>167</sup> GÜCÜM, Selin. « La politique industrielle turque de l'armement : un vecteur de puissance ». *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, 2025, n° 86, p. 74-77.

# Ankara à la conquête de l'Afrique

Par Charline Hutin

---

Les relations entre la Turquie et le continent africain s'inscrivent dans un temps long. Alors qu'Ankara met régulièrement en avant les liens historiques et culturels hérités de la période ottomane pour souligner l'ancienneté de ses contacts avec certaines régions d'Afrique, notamment en Afrique du Nord et dans la Corne de l'Afrique<sup>168</sup>, la politique africaine contemporaine de la Turquie prend véritablement forme à partir de 1998 avec le lancement d'une « politique d'ouverture à l'Afrique ». Cette orientation est ensuite renforcée en 2003 par l'adoption d'une stratégie de développement des relations économiques avec les pays africains, puis par la déclaration de « l'Année de l'Afrique » en 2005<sup>169</sup>. La même année, la Turquie obtient le statut d'observateur auprès de l'Union africaine, marquant une étape institutionnelle importante dans son ancrage continental.

Depuis les années 2010, cette dynamique s'inscrit également dans un contexte géopolitique plus large : la volonté d'Ankara d'affirmer son autonomie stratégique et de diversifier ses partenariats internationaux, notamment après la tentative de coup d'État de 2016 et les tensions avec certains partenaires occidentaux<sup>170</sup>. Mais dans quelle mesure la Turquie est-elle parvenue à s'imposer comme un acteur stratégique majeur en Afrique depuis les années 2000 ?

---

<sup>168</sup> Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye. « Les relations entre la Türkiye et l'Afrique ».

<sup>169</sup> *Ibid.*

<sup>170</sup> Plitcha Marcel et Parens Raphael, « Turkey's Return to Africa ». *Foreign Policy Research Institute*, 10 mars 2025.

## L'institutionnalisation du partenariat

Le partenariat turco-africain se structure autour de sommets réguliers<sup>171</sup>. Le premier Sommet de coopération Turquie-Afrique s'est tenu à Istanbul en 2008, à la suite de la décision du 10<sup>e</sup> sommet de l'Union africaine de reconnaître la Turquie comme partenaire stratégique. La « Déclaration d'Istanbul sur le partenariat Turquie-Afrique » établit alors un mécanisme de suivi destiné à encadrer les engagements pris. Alors que le deuxième sommet est organisé en Guinée équatoriale, le troisième, de retour à Istanbul en 2021 prend une ampleur conséquente. Il réunit plus de 100 ministres et 16 chefs d'État et de gouvernement africains autour de thématiques variées : paix et sécurité, commerce, éducation, innovation, infrastructures ou encore santé<sup>172</sup>. C'est à cette occasion que le président Recep Tayyip Erdoğan annonce la livraison de 15 millions de doses de vaccins contre la Covid-19 à destination de pays africains.

Bien entendu, il existe en parallèle d'autres formats sectoriels complétant ce partenariat, tels que le Forum économique et commercial Turquie-Afrique ou encore des rencontres spécifiques avec la CEDEAO<sup>173</sup> et d'autres organisations régionales.

## Les relations diplomatiques

L'expansion des relations turco-africaines se traduit également par une multiplication des représentations diplomatiques. Alors que la Turquie ne disposait que d'une douzaine d'ambassades en Afrique en 2002, elle en compte aujourd'hui plus de quarante sur le continent. Réciproquement, plusieurs dizaines de pays africains ont depuis ouvert une ambassade à Ankara<sup>174</sup>.

<sup>171</sup> « Les enjeux du troisième sommet Turquie-Afrique d'Istanbul (17-18 décembre 2021) ». 3 janvier 2022, Sciences Po Grenoble

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> Domingues Dos Santos Elisa, « Forum économique Turquie-Afrique : le rendez-vous des entrepreneurs au cœur de la stratégie diplomatique de la Turquie en Afrique ». *Institut français des relations internationales*, 2024.

<sup>174</sup> Ministère des Affaires étrangères

Cette densification diplomatique s'accompagne d'une intensification des visites de haut niveau. Le président Recep Tayyip Erdoğan a effectué près d'une quarantaine de déplacements dans une trentaine de pays africains. Des visites marquantes, comme celle en Somalie en 2011 — première visite d'un chef de gouvernement non africain depuis des décennies — ont contribué à renforcer la visibilité politique d'Ankara sur le continent.

La Turquie est également membre non régional de la Banque africaine de développement depuis 2013<sup>175</sup> et entretient des accréditations auprès de plusieurs organisations régionales africaines, consolidant son insertion institutionnelle.

### **Une expansion économique structurée**

Sur le plan économique, les échanges commerciaux entre la Turquie et l'Afrique ont connu une croissance significative au cours des deux dernières décennies. Passé de quelques milliards de dollars au début des années 2000, le volume commercial a atteint environ 23 milliards de dollars en 2024<sup>176</sup>.

Les principaux partenaires commerciaux de la Turquie en Afrique incluent le Maroc, l'Égypte et la Tunisie, liés par des accords de libre-échange. De nouveaux marchés comme le Kenya, le Nigeria ou l'Afrique du Sud occupent également une place croissante. De plus, le Conseil des relations économiques extérieures (DEİK) a établi des conseils d'affaires conjoints avec près d'une cinquantaine de pays africains. Dans le secteur des infrastructures, des entreprises turques telles que Yapi Merkezi, Summa ou Tosal Holding ont réalisé des milliers de projets dans les domaines ferroviaire, minier, hôtelier ou industriel.

---

<sup>175</sup> Radio France – France Culture. « En Afrique, l'influence grandissante de la Turquie ». *France Culture*, émission *Cultures Monde*.

<sup>176</sup> TRT Afrika. « Forum économique Turquie-Afrique : cap sur 40 milliards de dollars d'échanges ». *TRT Afrika*, 2024.

La connectivité aérienne constitue un autre levier d'expansion : la compagnie nationale Turkish Airlines dessert aujourd'hui plusieurs dizaines de destinations africaines, facilitant les échanges commerciaux et humains.

## Coopération et soft-power

En outre, la politique africaine d'Ankara repose sur un important volet d'aide au développement et d'action humanitaire. L'Agence turque de coopération et de coordination (TİKA) dispose de nombreux bureaux sur le continent et a financé des milliers de projets dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, de la formation professionnelle et des infrastructures sociales<sup>177</sup>. La Somalie constitue un exemple emblématique de cet engagement, avec des investissements significatifs dans les domaines humanitaire, éducatif et sanitaire. Plus largement, l'Afrique représente une part importante de l'aide publique au développement turque.

Les bourses d'études accordées aux étudiants africains, les formations dispensées à de jeunes diplomates ainsi que l'implantation d'organisations non gouvernementales turques contribuent à renforcer l'influence culturelle et sociale de la Turquie sur le continent.

## Une coopération également sécuritaire et militaire

Initialement limitée, la présence militaire turque en Afrique s'est développée au cours des années 2010. La Turquie dispose notamment d'une base militaire en Somalie depuis 2017 et participe à des missions de maintien de la paix des Nations unies sur le continent<sup>178</sup>.

L'industrie de défense turque occupe une place croissante dans les relations bilatérales. Les drones produits par l'entreprise Baykar, en particulier le modèle

---

<sup>177</sup> Ministère des Affaires étrangères

<sup>178</sup> Jeunes IHEDN. « La politique militaire de la Turquie en Afrique ». *Les Jeunes IHEDN*, 2025

Bayraktar TB2, ont été acquis par plusieurs États africains, dont le Maroc, l'Éthiopie, le Niger ou encore le Mali<sup>179</sup>. Les exportations d'armements turcs vers l'Afrique ont connu une hausse rapide au début des années 2020. Cette coopération sécuritaire comprend également la formation, l'assistance technique et la fourniture de véhicules blindés ou d'équipements adaptés aux contextes de lutte contre les groupes armés non étatiques.

## Limites de son influence

La Turquie est souvent perçue comme un partenaire alternatif, combinant coopération économique, aide humanitaire et soutien sécuritaire dans un cadre bilatéral jugé relativement flexible. Son discours sur la réforme des institutions internationales et la solidarité Sud-Sud<sup>180</sup> trouve un certain écho auprès de dirigeants africains.

Des enquêtes d'opinion<sup>181</sup> indiquent une image globalement positive d'Ankara auprès d'une partie des élites et de la jeunesse africaine. Toutefois, la Turquie demeure un acteur émergent, encore loin derrière des puissances établies comme les États-Unis ou la Chine en termes de volume global d'investissements et de livraisons d'armements.

Par ailleurs, certaines critiques locales soulignent les effets potentiellement déséquilibrés de certains contrats commerciaux ou militaires sur les économies nationales, ainsi que les interrogations liées à la montée en puissance du volet sécuritaire.

## Conclusion

Depuis le début des années 2000, la Turquie a progressivement construit une présence de plus en plus visible sur le continent africain. En s'appuyant à la fois

---

<sup>179</sup>*Ibid.*

<sup>180</sup>Agence Anadolu. « Les relations Türkiye-Afrique dépassent désormais le cadre du commerce, selon les experts ». *Agence Anadolu*, 2025.

<sup>181</sup> « Turkey's Return to Africa ». Plitcha Marcel et Parens Raphael.

sur une intensification des relations diplomatiques, une expansion des échanges économiques, une politique active d'aide au développement et un renforcement de la coopération sécuritaire, Ankara est parvenue à développer une stratégie d'influence multidimensionnelle. Cette politique s'inscrit dans une volonté plus large d'affirmation de la Turquie comme puissance émergente capable de diversifier ses partenariats et d'accroître son autonomie stratégique sur la scène internationale.

L'Afrique représente ainsi pour la Turquie un espace d'opportunités économiques, diplomatiques et géopolitiques, mais également un terrain de projection de son soft power et de son industrie de défense. La multiplication des sommets Turquie-Afrique, l'augmentation du nombre d'ambassades ou encore le développement des coopérations militaires témoignent de cette dynamique d'ancrage durable.

Toutefois, malgré cette progression rapide, l'influence turque demeure encore limitée face aux acteurs majeurs déjà implantés sur le continent, comme la Chine, les États-Unis ou certaines puissances européennes. Les critiques portant sur les déséquilibres économiques ou la militarisation croissante des relations rappellent également que cette stratégie suscite des interrogations.

Ainsi, les relations turco-africaines illustrent les recompositions actuelles des rapports de puissance internationaux et la montée en puissance de nouveaux acteurs cherchant à renforcer leur influence en Afrique dans un contexte de compétition géopolitique accrue.

# La Turquie et le monde turcique : entre stratégie de puissance, diplomatie identitaire et recomposition eurasiatique

Par Nesrin Gursal

Le « monde turcique » désigne un ensemble étendu et hétérogène de peuples unis principalement par une parenté linguistique, à laquelle s'ajoutent des affinités historiques et culturelles. S'étendant de l'Anatolie à l'Asie centrale en passant par le Caucase, il ne constitue ni une unité ethnique homogène ni un espace politique unifié. Historiquement, la turcité se définit avant tout par la langue et la culture, issues de siècles de mobilités et de métissages, plutôt que par une appartenance raciale. Depuis la fin de la guerre froide, cet espace connaît une redécouverte géopolitique. L'indépendance des républiques turcophones d'Asie centrale et du Caucase a replacé le monde turcique au cœur d'enjeux stratégiques majeurs, liés aux ressources énergétiques, aux corridors de transport eurasiatiques et au rôle des diasporas. Dans ce contexte, la Turquie s'affirme comme un acteur pivot, à l'interface de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Eurasie.

## Héritage historique et fondements identitaires des relations turco-turciques

### Origines nomades et expansion turcique

Les relations entre la Turquie et les peuples turciques d'Asie centrale s'inscrivent dans une profondeur historique qui dépasse largement les cadres étatiques contemporains. Bien avant l'émergence des nationalismes modernes, les populations turciques partageaient des références linguistiques, des mythes d'origine et des pratiques culturelles issues d'un vaste espace de circulation allant

des steppes d'Asie intérieure à l'Anatolie. Cet héritage commun constitue aujourd'hui encore un socle symbolique majeur dans les discours politiques et identitaires du monde turcique.

Les premières grandes formations politiques turciques apparaissent dans les steppes d'Asie centrale avec les confédérations nomades des Göktürks entre le VI<sup>e</sup> et le VIII<sup>e</sup> siècle. Ces ensembles politiques, structurés autour de liens tribaux souples et d'une culture équestre guerrière, jouent un rôle fondamental dans la constitution d'un imaginaire turcique commun<sup>182</sup>. Les migrations successives vers l'ouest favorisent ensuite la diffusion des langues turques et de modèles politiques nomades jusqu'au Moyen-Orient anatolien. Les Seldjoukides, à partir du XI<sup>e</sup> siècle, constituent une étape décisive de cette expansion : après la bataille de Mantzikert en 1071, qui ouvre durablement l'Anatolie aux populations turques, ils participent à la transformation démographique et culturelle de la région.

L'identité turque historique ne repose cependant ni sur une homogénéité ethnique stricte ni sur une conception raciale du groupe. La turcité s'est construite avant tout autour de la langue et d'un univers culturel partagé, davantage que sur une origine biologique commune. Les récits mythiques eux-mêmes témoignent de cette conception souple et composite de l'appartenance. Le mythe d'"Ergenekon", particulièrement mobilisé dans les imaginaires nationalistes contemporains, raconte l'origine des ancêtres turcs à partir d'un enfant mutilé sauvé et nourri par une louve dans une vallée mythique de l'Altaï<sup>183</sup>. Cette figure de la louve, devenue symbole de certains mouvements ultranationalistes turcs, notamment les « Loups gris », nourrit encore aujourd'hui un répertoire visuel et symbolique puissant. Pourtant, ces récits anciens révèlent également une réalité souvent occultée par les nationalismes modernes : les sociétés nomades turciques pratiquaient

<sup>182</sup> Yavuz, Emre-E. « The Göktürks: A Basic Overview of the First Turkic Khaganate ». *The Gokturks: A Basic Overview of the First Turkic Khaganate*, janvier 2022. [www.academia.edu, https://www.academia.edu/136867427/The\\_G%C3%B6kt%C3%BCrks\\_A\\_Basic\\_Overview\\_of\\_the\\_First\\_Turkic\\_Khaganate](https://www.academia.edu/136867427/The_G%C3%B6kt%C3%BCrks_A_Basic_Overview_of_the_First_Turkic_Khaganate).

<sup>183</sup> D'où viennent les Turcs. <https://www.lhistoire.fr/do%C3%B9-viennent-les-turcs>.

largement l'exogamie et entretenaient des contacts permanents avec d'autres populations des steppes<sup>184</sup>. La turcité historique apparaît ainsi comme une identité culturelle et linguistique en perpétuelle hybridation plutôt qu'une appartenance ethnique fermée.

Cette dimension culturelle commune ne débouche toutefois pas sur une unification politique durable du monde turcique. Malgré l'émergence de grands empires dirigés par des dynasties turques, les espaces anatolien et centrasiatique demeurent longtemps fragmentés et éloignés les uns des autres. L'Empire ottoman constitue à cet égard un cas révélateur. Bien qu'il soit fondé par une dynastie turque issue des marges seldjoukides d'Anatolie, son développement impérial ne s'oriente pas vers l'Asie centrale mais vers l'Europe, les Balkans et la Méditerranée orientale<sup>185</sup>.

Comme le souligne la littérature historique, les relations entre l'Empire ottoman et les khanats turco-musulmans d'Asie centrale restent relativement limitées. L'éloignement géographique de centres comme Boukhara, Khiva ou Kokand, l'enclavement continental de ces territoires et surtout l'interposition des puissances séfévides chiïtes entre Anatolie et Turkestan compliquent fortement les échanges politiques directs<sup>186</sup>. Plus profondément encore, la vocation géopolitique ottomane se définit essentiellement vers l'Occident. De la bataille de Mantzikert au siège de Vienne en 1683, l'Empire ottoman construit son expansion dans une logique méditerranéenne et européenne. Le fait que les Ottomans se désignent eux-mêmes comme *Devlet-i Rum* soit comme successeurs légitime de l'empire romain, d'orient illustre cette orientation civilisationnelle tournée vers

<sup>184</sup> Ibid.

<sup>185</sup> Balci, Bayram. « Les relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone 1991-2004 ». *Outre-Terre*, vol. 10, n° 1, décembre 2005, p. 297-315. shs.cairn.info, <https://doi.org/10.3917/oute.010.0297>.

<sup>186</sup> Ibid.

l'héritage byzantin, les Balkans et l'Europe plutôt que vers une hypothétique unité pan-turcique orientale<sup>187</sup>.

### Construction de l'identité nationale turque

Au début du XXe siècle, la crise de l'Empire ottoman et la montée des nationalismes européens poussent les intellectuels ottomans à redéfinir ce que signifie « être Turc ». C'est dans ce contexte qu'émerge le panturquisme, courant mettant en avant les liens linguistiques et culturels entre les peuples turciques d'Anatolie, du Caucase et d'Asie centrale.

Cette pensée ne naît pas uniquement dans le monde turcophone. Elle est d'abord influencée par les travaux d'orientalistes européens, notamment français et hongrois, qui soulignent les proximités entre les peuples türk<sup>188</sup>. L'ouvrage de Léon Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie, Turcs et Mongols, des origines à 1405* (1896), marque profondément des penseurs comme Ziya Gökalp, futur théoricien du nationalisme turc<sup>189</sup>.

Ces idées trouvent un fort écho chez les Turco-Tatars de l'Empire russe, confrontés aux politiques de russification. La figure d'İsmail Gaspiralı devient alors centrale. À travers son journal *Tercüman*, diffusé de Kazan à Istanbul, il défend une unité culturelle des peuples turcs autour de la langue et de la modernisation intellectuelle. Sa devise, « Dilde, fikirde, işte birlik » (« unité dans la langue, la pensée et l'action »), reste encore associée aux courants panturquistes contemporains<sup>190</sup>.

La période soviétique marque ensuite une rupture durable. Entre 1920 et 1991, les républiques turcophones d'Asie centrale évoluent séparément de la Turquie

<sup>187</sup> Ergul, F. Asli. « The Ottoman Identity: Turkish, Muslim or Rum ? » *Middle Eastern Studies*, vol. 48, n° 4, juillet 2012, p. 629-45. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.1080/00263206.2012.683337>.

<sup>188</sup> Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, Londres, Oxford University Press, 1961, pp. 339-341.

<sup>189</sup> Panturquisme : vie et mort d'une idéologie, Bayram Balcı et Ahmet Salı Bıçakçı, <https://books.openedition.org/ifeagd/140>.

<sup>190</sup> *ibid*

kémaliste, limitant fortement les échanges. Pourtant, cette fragmentation nourrit paradoxalement l'idée d'un monde turc commun chez certains milieux nationalistes turcs. Dans les années 1970, le MHP d'Alparslan Türkeş remet ainsi au centre du discours politique la question des *Diş Türkler*, les « Turcs de l'extérieur ». Jusqu'à la chute de l'URSS, cette vision reste surtout idéologique, mais elle prépare les bases du rapprochement turco-turcique des années 1990.

### Réactivation post-1991

Après l'indépendance des républiques d'Asie centrale et du Caucase en 1991 (Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Turkménistan et Azerbaïdjan) un nouveau terrain diplomatique s'ouvre pour la Turquie. La chute de l'Union soviétique fait renaître l'idée d'un « monde turc », popularisée par le président Süleyman Demirel à travers la formule d'un espace s'étendant « de l'Adriatique jusqu'à la Grande Muraille de Chine ». Dans les premières années post-soviétiques, de nombreux projets ambitieux voient alors le jour autour de la coopération entre États turcophones nouvellement indépendants.

Cependant, la réalité se révèle rapidement plus complexe. Si les dirigeants centrasiatiques voient dans la Turquie un partenaire utile et parfois un modèle de modernisation, ils ne souhaitent pas pour autant tomber sous l'influence d'un nouveau « grand frère »<sup>191</sup>. Les jeunes États indépendants tiennent à leur souveraineté politique, à leurs équilibres internes et à leurs spécificités nationales après plusieurs décennies de domination soviétique. De plus, la Russie observe avec méfiance ces tentatives de rapprochement turco-turcique dans un espace qu'elle considère encore comme sa zone d'influence historique.

Face à ces limites, la Turquie réoriente progressivement sa stratégie. Plus qu'une intégration politique réelle, ce sont les coopérations culturelles, linguistiques et

<sup>191</sup> La fin de l'URSS : l'occasion d'un « retour » turc en Asie centrale ?, Johann Uhrès, p. 9-15 <https://books.openedition.org/ifeagd/139>.

éducatives qui deviennent prioritaires. Les Sommets des chefs d'État des pays turcophones lancés dès 1992 illustrent cette volonté de structurer des relations durables sans remettre directement en cause les souverainetés nationales. Dans cette logique, Ankara développe aussi plusieurs programmes éducatifs, notamment le projet visant à accueillir 10 000 étudiants issus du monde turcique dans les universités turques, tout en encourageant les échanges académiques et l'ouverture d'écoles communes<sup>192</sup>.

La langue et la culture deviennent alors des outils centraux du rapprochement. L'organisation TÜRKSOY, créée pour promouvoir une coopération culturelle entre peuples turciques, cherche par exemple à valoriser un patrimoine commun à travers les arts, la littérature et certains projets autour d'une langue turcique partagée<sup>193</sup>. Les résultats restent toutefois mitigés, notamment en raison des différences linguistiques et des priorités nationales propres à chaque État.

Enfin, cette dynamique ne vient pas uniquement des institutions étatiques. Après la chute de l'URSS, des associations militantes, étudiantes et nationalistes participent elles aussi à la diffusion des idées panturquistes, particulièrement entre la Turquie et l'Azerbaïdjan<sup>194</sup>. Ainsi, plus qu'une véritable unité politique, l'histoire et l'identité turciques servent surtout de réservoir symbolique mobilisé par la Turquie afin de construire des relations de coopération et d'influence sur le long terme.

<sup>192</sup> Balci, Bayram. « Les relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone 1991-2004 ». *Outre-Terre*, vol. 10, n° 1, décembre 2005, p. 297-315. shs.cairn.info, <https://doi.org/10.3917/oute.010.0297>.

<sup>193</sup> TÜRKSOY (Joint Administration of Turkic Culture and Art) / Republic of Türkiye Ministry of Foreign Affairs. <https://www.mfa.gov.tr/turksoy.en.mfa>.

<sup>194</sup> Stern, Aurélie. « Les associations de jeunesse, vectrices de diffusion des idées turquistes entre la Turquie et l'Azerbaïdjan ». *Confluences Méditerranée*, vol. 126, n° 3, novembre 2023, p. 185-97. shs.cairn.info, <https://doi.org/10.3917/come.126.0186>.

## Les relations politiques et stratégiques contemporaines

Le Conseil des États turciques et des alliances différenciées selon les États

Dans la continuité du rapprochement engagé après la chute de l'Union soviétique, les États turciques cherchent progressivement à institutionnaliser leurs relations. Cette volonté se concrétise avec la création en 2009 du Conseil des États turciques, devenu en 2021 l'Organisation des États turciques. À travers cette structure, la Turquie tente de construire un espace de coopération autour de plusieurs axes : harmonisation politique, développement des infrastructures, coopération économique, circulation des personnes et rapprochement linguistique et culturel. Cependant, derrière l'idée d'un « monde turc » uni, les relations restent très différentes selon les États concernés. La Turquie adapte donc sa stratégie en fonction des réalités politiques, économiques et géopolitiques propres à chaque pays. Plus qu'une alliance homogène, il s'agit d'un ensemble de partenariats différenciés dans lesquels la Turquie cherche à consolider sa place d'acteur stratégique face à la Russie et à la Chine.

L'exemple le plus fort reste celui de l'Azerbaïdjan. La formule souvent utilisée par les dirigeants des deux pays, « deux États, une nation », résume l'importance du lien turco-azerbaïdjanais. La Turquie est devenue le principal soutien militaire et diplomatique de Bakou, notamment dans le conflit du Haut-Karabakh. Depuis les années 1990, Ankara participe activement à la modernisation de l'armée azerbaïdjanaise à travers des formations militaires, des exercices conjoints et des coopérations technologiques. Cette collaboration joue un rôle majeur dans les victoires azerbaïdjanaises de 2020 puis de 2023 face à l'Arménie. La relation dépasse toutefois le seul domaine militaire. Les projets énergétiques comme le gazoduc TANAP renforcent considérablement l'interdépendance économique entre les deux pays en faisant de la Turquie un corridor stratégique pour les ressources énergétiques de la Caspienne vers l'Europe. Le projet du corridor de

Zanguezour illustre également cette volonté turque de connecter davantage le monde turcique, même si ce projet provoque des tensions avec l'Arménie et l'Iran<sup>195</sup>.

Avec le Kazakhstan, la relation est plus mesurée mais reste particulièrement stable. Astana mène une politique étrangère d'équilibre entre la Russie, la Chine et la Turquie<sup>196</sup>. Malgré sa participation à des organisations dominées par Moscou comme l'Organisation du traité de sécurité collective ou l'Union économique eurasiatique, le Kazakhstan entretient des liens solides avec Ankara sans que cela ne provoque de rupture avec la Russie. Les relations turco-kazakhes se développent principalement autour de l'économie et de l'éducation. Les investissements turcs dans la construction y sont importants et plusieurs projets industriels communs ont vu le jour depuis les années 2010. Les échanges universitaires occupent également une place centrale avec la présence d'universités turciques et de nombreux étudiants kazakhs en Turquie. Cette coopération illustre une relation pragmatique où les questions identitaires servent surtout à faciliter les partenariats économiques et diplomatiques.

L'Ouzbékistan et le Kirghizistan représentent eux aussi des partenaires importants pour la Turquie, mais avec des dynamiques bien différentes<sup>197</sup>. Au Kirghizistan, la Turquie bénéficie d'une image relativement positive, notamment grâce à son implication dans les domaines éducatif et culturel. Le pays accueille l'une des principales universités turciques de la région et les échanges universitaires occupent une place importante dans les relations bilatérales. La Turquie cherche ainsi à renforcer une proximité sur le long terme à travers la formation des élites locales, les coopérations dans la santé ainsi que les investissements dans le textile et la construction. La Turquie a également annulé une partie de la dette kirghize

---

<sup>195</sup> Kocatepe, Ö. F. (2025). The Turkic world in Turkish foreign policy: dynamics of institutionalization and the strategic dimension of bilateral relations. *SAVSAD Savunma ve Savaş Araştırmaları Dergisi*, 35(1), 1-28.

<sup>196</sup> *ibid*

<sup>197</sup> *ibid*

en 2011, geste symbolique qui illustre cette volonté d'apparaître comme un partenaire fiable plutôt qu'une puissance dominatrice.

Les relations restent toutefois marquées par certaines tensions politiques. Après la tentative de coup d'État de 2016 en Turquie, L'État Turc demande la fermeture des écoles liées au mouvement Gülen présentes au Kirghizistan. Cette question provoque des désaccords entre les deux pays, Le Kirghizistan refusant dans un premier temps de céder entièrement aux demandes turques afin de préserver sa souveraineté politique. Malgré cela, les relations ne se détériorent pas durablement. Les visites officielles se multiplient à partir de 2018 et les deux États renforcent leur coopération stratégique, notamment autour des questions de santé, d'éducation et de coordination diplomatique au sein de l'Organisation des États turques.

Avec l'Ouzbékistan, les relations ont connu une évolution plus irrégulière. Après l'indépendance, le pays cherche à sortir de la sphère d'influence russe et voit dans la Turquie un partenaire naturel capable d'offrir une ouverture économique et diplomatique vers l'extérieur<sup>198</sup>. Dans les années 1990, La Turquie tente alors de développer une coopération économique, éducative et politique importante avec le régime d'Islam Karimov. Cependant, les relations se dégradent fortement après les événements d'Andijan en 2005. Les autorités ouzbèkes accusent alors les puissances occidentales d'encourager les contestations internes et regardent avec méfiance les discours turcs autour du « monde turcique »<sup>199</sup>. Le soutien de la Turquie aux critiques internationales contre la répression menée par le pays d'Asie centrale provoque un refroidissement durable des relations. Ce rapprochement reprend progressivement dans les années 2010, notamment en raison des préoccupations sécuritaires communes. La montée des groupes islamistes radicaux en Syrie et leurs connexions avec certains mouvements d'Asie centrale

---

<sup>198</sup> ibid

<sup>199</sup> ibid

poussent Ankara et Tachkent à coopérer davantage dans le domaine sécuritaire et du renseignement. L'arrivée au pouvoir de Chavkat Mirziouïev en 2016 marque ensuite un véritable tournant. Les visites présidentielles se multiplient, les échanges commerciaux augmentent fortement et la Turquie renforce sa présence dans les secteurs du textile, des infrastructures et de la construction. Cette coopération est stratégique pour les deux pays : la Turquie apporte son expérience économique et diplomatique tandis que l'Ouzbékistan représente l'un des principaux pôles démographiques et historiques du monde turcique.

Le cas du Turkménistan reste plus particulier. Depuis l'adoption de son statut de neutralité permanente en 1995, le pays limite volontairement ses engagements politiques régionaux afin de préserver sa stabilité interne et son autonomie diplomatique<sup>200</sup>. Cette neutralité s'explique aussi par les inquiétudes liées aux conflits régionaux, notamment les guerres civiles en Afghanistan et au Tadjikistan dans les années 1990. Malgré cette prudence politique, les relations économiques avec la Turquie restent importantes. La Turquie est aujourd'hui l'un des principaux partenaires commerciaux du Turkménistan et plusieurs centaines d'entreprises turques y sont implantées, principalement dans le textile, le bâtiment et les infrastructures. L'énergie constitue également un enjeu central dans cette relation. Les importantes réserves de gaz turkmène intéressent fortement la Turquie qui cherche depuis plusieurs années à devenir un corridor énergétique entre l'Asie centrale et l'Europe. Des projets de transport du gaz turkmène via la mer Caspienne puis l'Anatolie sont régulièrement évoqués, même si les obstacles géopolitiques et les hésitations du Turkménistan ralentissent leur concrétisation<sup>201</sup>. Achgabat reste en effet soucieux de ne pas dépendre excessivement d'un seul partenaire régional.

---

<sup>200</sup> ibid

<sup>201</sup> ibid

Ainsi, les relations entre la Turquie et les États turciques d'Asie centrale reposent moins sur une véritable unité politique que sur une logique d'alliances souples et pragmatiques. L'identité turcique commune facilite les rapprochements et sert souvent de base symbolique aux coopérations, mais chaque État cherche avant tout à préserver sa souveraineté et ses propres intérêts stratégiques. Dans ce contexte, la Turquie agit comme un partenaire alternatif capable d'équilibrer, au moins partiellement, l'influence historique de la Russie et la montée en puissance économique de la Chine dans la région<sup>202</sup>.

## Soft power, culture et diplomatie identitaire

### La langue et les récits historiques

Dans cette construction d'un espace turcique commun, la langue occupe une place centrale. Après l'indépendance des républiques d'Asie centrale, plusieurs projets voient le jour autour de l'idée d'un alphabet commun basé sur le modèle latin utilisé par la Turquie. L'objectif est double : faciliter les échanges entre peuples turciques tout en s'éloignant de l'héritage soviétique et de l'usage du cyrillique imposé durant plusieurs décennies. Ce projet possède donc une forte dimension symbolique puisqu'il cherche à réaffirmer une identité turcique commune indépendante de l'influence russe. Cependant, cette volonté d'uniformisation rencontre rapidement plusieurs limites. Chaque État développe sa propre politique identitaire après 1991 et tous ne souhaitent pas aligner leur langue ou leur alphabet sur le modèle turc. Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan ou encore le Turkménistan ont certes engagé des transitions vers l'alphabet latin, mais selon des modèles différents de celui proposé par Ankara<sup>203</sup>. Derrière ces choix linguistiques se cache une réalité politique plus large : les États centrasiatiques

<sup>202</sup> Balci, Bayram. « Chapitre 8. Influences croisées de la Turquie et de la Russie en Asie centrale ». *Russie Turquie, Passés Composés*, 2022, p. 127-42. shs.cairn.info, <https://doi.org/10.3917/paco.facon.2022.01.0127>.

<sup>203</sup> « Les pays turcophones se rapprochent d'un alphabet latin commun ». *Courrier international*, 13 octobre 2024, [https://www.courrierinternational.com/article/langues-les-pays-turcophones-se-rapprochent-d-un-alphabet-latin-commun\\_223155](https://www.courrierinternational.com/article/langues-les-pays-turcophones-se-rapprochent-d-un-alphabet-latin-commun_223155).

souhaitent coopérer avec la Turquie sans pour autant perdre leur singularité nationale récemment acquise.

La culture populaire devient également un outil majeur du soft power turc. Depuis les années 2010, les séries historiques turques connaissent un succès important en Asie centrale<sup>204</sup>. Des productions comme *Diriliş Ertuğrul* ou *Kuruluş Osman* diffusent une image valorisée de l'histoire ottomane et des origines turques, mettant en avant héroïsme, unité et grandeur politique. Le partage de langues proches facilite largement leur diffusion et leur popularité dans les sociétés turcophones. Mais cette présence culturelle suscite aussi des inquiétudes dans certains pays de la région. Les gouvernements d'Asie centrale craignent parfois qu'une consommation massive de productions turques ne favorise une forme d'impérialisme culturel ou de néo-panturquisme<sup>205</sup>. Pour des États dont l'indépendance reste récente, la construction d'une identité nationale autonome demeure un enjeu essentiel. Certains pays, comme l'Ouzbékistan ou le Tadjikistan, ont ainsi adopté ponctuellement des politiques de protection culturelle afin de limiter l'influence étrangère dans les médias et les productions audiovisuelles.

En parallèle, La Turquie multiplie les événements culturels mettant en avant l'identité turcique commune : festivals, célébrations folkloriques, musiques traditionnelles ou références aux anciennes confédérations turques. Les symboles liés au panturquisme, comme les drapeaux bleus de l'Organisation des États turciques ou les références aux peuples des steppes, participent à cette volonté de construire un imaginaire partagé à l'échelle régionale.

<sup>204</sup> Paris, Julien. « Succès et déboires des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question. » Hérodote, vol. 148, n° 1, mai 2013, p. 156-70. shs.cairn.info, <https://doi.org/10.3917/her.148.0156>.

<sup>205</sup> ibid

## Coopération culturelle, éducative et économique

Au-delà du discours identitaire, les institutions turques jouent un rôle essentiel dans l’ancrage de l’influence turque en Asie centrale. L’agence de coopération TİKA constitue l’un des principaux instruments de cette présence. Comparable à une agence de développement, elle finance des projets dans plusieurs pays turcophones : restauration de mosquées, rénovation d’écoles, soutien aux infrastructures locales ou encore aide au développement dans des régions parfois isolées<sup>206</sup>. À travers ces projets, la Turquie cherche autant à renforcer ses relations diplomatiques qu’à légitimer durablement sa présence dans la région.

L’éducation occupe également une place stratégique dans cette politique de rapprochement. Les bourses universitaires *Türkiye Scholarships* permettent chaque année à de nombreux étudiants centrasiatiques d’étudier en Turquie<sup>207</sup>. L’objectif est de former des élites familières de la langue, de la culture et des institutions turques afin de créer des réseaux durables entre les différents pays. L’université turco-kazakhe Hoca Ahmet Yesevi illustre parfaitement cette logique de coopération éducative construite sur le long terme.

L’économie représente enfin un pilier important des relations turco-centrasiatiques. Depuis les années 1990, les entreprises turques se sont fortement implantées dans les secteurs de la construction, du textile, des transports ou encore des infrastructures<sup>208</sup>. Dans plusieurs capitales d’Asie centrale, les groupes turcs participent à la modernisation urbaine et au développement de nouveaux projets économiques. Cette présence économique

<sup>206</sup> « Central Asia and Caucasus - Projects and Activities ». TİKA, <https://tika.gov.tr/en/publication/central-asia-and-caucasus-projects-and-activities/>.

<sup>207</sup> Türkiye Bursları. <https://www.turkiyeburslari.gov.tr/>.

<sup>208</sup> Şafak, Yeni. « Les investissements turcs au Kirghizistan dépassent 1,4 milliard de dollars, selon l’ambassadeur | Économie en Turquie ». Text. Yeni Şafak, <https://www.yenisafak.com/fr/economie/les-investissements-turcs-au-kirghizistan-depassent-14-milliard-de-dollars-selon-lambassadeur-48123>

permet à Ankara de consolider son influence régionale tout en proposant une alternative aux investissements russes et chinois.

Ainsi, le soft power turc en Asie centrale repose sur une combinaison d'outils culturels, éducatifs et économiques. La Turquie cherche moins à imposer une domination politique directe qu'à construire un espace d'influence fondé sur des références historiques communes, des coopérations concrètes et des échanges de long terme.

## Conclusion

Les relations entre la Turquie et les États turciques d'Asie centrale montrent aujourd'hui la volonté de la Turquie de construire un espace d'influence fondé autant sur l'histoire et la culture que sur les intérêts stratégiques contemporains. À travers les coopérations éducatives, économiques, militaires et culturelles, la Turquie cherche progressivement à s'imposer comme un partenaire incontournable dans la région. Le développement de l'Organisation des États turciques, les projets d'infrastructures ou encore l'usage du soft power illustrent cette ambition de rapprochement autour d'une identité turcique commune.

Cependant, cette dynamique reste marquée par de nombreuses limites. Les États d'Asie centrale, indépendants depuis peu, restent très attachés à leur souveraineté nationale et se méfient parfois d'une influence culturelle turque jugée trop importante. Les projets d'unification linguistique ou les productions culturelles turques peuvent ainsi être perçus comme une forme de néo-panturquisme ou d'« ottomanisation » culturelle. À cela s'ajoutent les rivalités géopolitiques régionales. La Russie conserve une influence sécuritaire, militaire et linguistique majeure en Asie centrale, tandis que la Chine renforce continuellement sa présence économique à travers les nouvelles routes de la soie. L'Iran, de son côté, reste attentif à l'expansion de l'influence turque dans le Caucase et dans les espaces turcophones voisins. Enfin, le monde turcique lui-

même reste profondément hétérogène : alphabets différents, systèmes politiques variés, intérêts économiques parfois divergents et tensions régionales empêchent encore l'émergence d'un véritable bloc unifié.

Ainsi, plus qu'une union politique réelle, le monde turcique apparaît aujourd'hui comme un espace géopolitique en construction. La Turquie y développe une influence croissante, mais celle-ci repose avant tout sur des coopérations pragmatiques et des intérêts partagés plutôt que sur une intégration complète des États turcophones.



# La Turquie comme puissance médiatrice et énergétique dans un monde multipolaire

Par Ozan Salbas

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Turquie cherche à redéfinir sa place dans le système international. Longtemps perçue comme un simple allié stratégique du bloc occidental, elle aspire désormais à s'affirmer comme une puissance régionale autonome, capable d'agir comme intermédiaire entre différents pôles de pouvoir. Ankara développe ainsi une stratégie reposant sur deux piliers complémentaires. D'une part, une politique d'équilibre qui fonde son statut d'État médiateur. D'autre part, la valorisation de sa position géographique afin de devenir un acteur énergétique central.

La montée en puissance diplomatique de la Turquie s'inscrit dans une lecture multipolaire des relations internationales. Ankara adopte ainsi une diplomatie pragmatique, fondée sur la préservation de son autonomie décisionnelle et sur le refus de l'alignement systématique. Membre de l'OTAN depuis 1952, elle demeure intégrée au dispositif de sécurité occidental. Toutefois, elle entretient simultanément des relations étroites avec la Russie. L'acquisition des systèmes de défense russes S 400 en 2017<sup>209</sup> illustre cette volonté d'indépendance stratégique malgré les tensions avec les États-Unis. De la même manière, bien que candidate officielle à l'Union européenne depuis 1999, les négociations ouvertes en 2005<sup>210</sup> étant aujourd'hui largement au point mort, Ankara diversifie ses partenariats en

<sup>209</sup>ANADOLU AGENCY. « Cavusoglu : "La Turquie n'a pas participé aux sanctions contre la Russie" ». *Anadolu Agency*, 6 mars 2022. Disponible sur : <https://www.aa.com.tr/fr/turquie/cavusoglu-la-turquie-na-pas-particip%C3%A9-aux-sanctions-contre-la-russie-/2520425>

<sup>210</sup> TOUTE L'EUROPE. « Adhésion de la Turquie à l'Union européenne : où en est-on ? ». *Toute l'Europe*. Disponible sur : <https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/adhesion-de-la-turquie-a-l-union-europeenne-ou-en-est-on/>.

développant un rapprochement avec l'Organisation de coopération de Shanghai<sup>211</sup> et en manifestant un intérêt pour les BRICS<sup>212</sup>. Cette diversification accroît ses marges de manœuvre et renforce son image d'acteur capable de dialoguer avec des puissances aux intérêts divergents.

C'est précisément cette capacité relationnelle transversale qui fonde son rôle de médiateur. La guerre en Ukraine constitue l'exemple le plus emblématique de cette posture. Dès 2022, Ankara adopte une position intermédiaire. Elle affirme son soutien à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, notamment par la fourniture de drones,<sup>213</sup> tout en maintenant une coopération énergétique et économique avec la Russie<sup>214</sup>. Cette double posture lui permet d'accueillir à Istanbul des négociations ayant conduit à l'accord sur les exportations de céréales en mer Noire en juillet 2022<sup>215</sup>. Ce succès diplomatique renforce la reconnaissance internationale de la Turquie comme puissance médiatrice capable de maintenir des canaux de dialogue entre adversaires.

Au Moyen-Orient, cette faculté de médiation s'inscrit dans une logique plus profonde liée à la doctrine de profondeur stratégique théorisée par Ahmet Davutoğlu<sup>216</sup>. Dans cette perspective néo-ottomane, la capacité à jouer un rôle d'intermédiaire constitue une véritable variable de la politique étrangère turque. La Turquie agit en tenant compte de son héritage impérial et de sa centralité historique afin de redevenir un pivot régional entre l'Occident et l'Orient. Cette

<sup>211</sup> ANADOLU AGENCY. « Türkiye : Erdogan appelle à des liens renforcés avec l'OCS, évoquant la "tradition de solutions communes" ». *Anadolu Agency*. Disponible sur : <https://www.aa.com.tr/fr/monde/turkiye-erdogan-appelle-%C3%A0-des-liens-renforc%C3%A9s-avec-l-ocs-%C3%A9voquant-la-tradition-de-solutions-communes/3675377>.

<sup>212</sup> LE MONDE. « La Turquie et la tentation des BRICS ». *Le Monde*, 22 octobre 2024. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/10/22/la-turquie-et-la-tentation-des-brics\\_6358266\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/10/22/la-turquie-et-la-tentation-des-brics_6358266_3210.html).

<sup>213</sup> SCHMID, Dorothee. *La Turquie en 100 questions : La puissance opportuniste*. Taillandier, 2017.

<sup>214</sup> ANADOLU AGENCY. « Lavrov : "Nous apprécions le fait que la Turquie n'ait pas participé aux sanctions imposées à la Russie" ». *Anadolu Agency*, 25 mars 2022. Disponible sur : <https://www.aa.com.tr/fr/monde/lavrov-nous-appr%C3%A9cions-le-fait-que-la-turquie-n-ait-pas-particip%C3%A9-aux-sanctions-impos%C3%A9es-%C3%A0-la-russie-/2537266>.

<sup>215</sup> LE MONDE. « Turquie : l'accord céréalière, un succès diplomatique pour le président Erdogan ». *Le Monde*, 4 août 2022. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/04/turquie-l-accord-cerealiere-un-succes-diplomatique-pour-le-president-erdogan\\_6137172\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/04/turquie-l-accord-cerealiere-un-succes-diplomatique-pour-le-president-erdogan_6137172_3210.html).

<sup>216</sup> SCHMID, Dorothee. *La Turquie en 100 questions : La puissance opportuniste*. Taillandier, 2017.

stratégie combine des instruments de puissance directe et des outils d'influence plus souples.

Elle se manifeste de manière directe par des interventions en Syrie<sup>217</sup> et en Libye<sup>218</sup>, où Ankara cherche à préserver ses intérêts sécuritaires, notamment face à la question kurde, tout en influençant les équilibres politiques locaux. Dans le même temps, elle adopte une approche plus diplomatique dans ses relations avec certaines puissances régionales. Le rapprochement avec l'Arabie saoudite en 2021 après les tensions liées à l'affaire Khashoggi<sup>219</sup> illustre cette capacité d'adaptation stratégique. En dépassant un contentieux majeur, Ankara démontre sa volonté de restaurer des relations fonctionnelles avec des acteurs auparavant en rivalité, afin de consolider sa position régionale.

Dans le conflit israélo palestinien, cette logique est également perceptible. L'implication turque dans les initiatives diplomatiques régionales, notamment lors du plan de paix signé au Caire en 2025<sup>220</sup>, tout en exprimant des réserves sur certaines dispositions jugées défavorables aux Palestiniens, illustre une stratégie d'équilibre visant à préserver sa crédibilité auprès de différents acteurs.

L'ensemble de ces éléments souligne une réussite relative de la politique turque en tant que médiateur. La Turquie se présente comme un État capable de dialoguer simultanément avec des puissances parfois en conflit, mais aussi d'intervenir directement lorsque ses intérêts stratégiques ou la stabilité régionale sont en jeu. Cette double capacité, à la fois diplomatique et opérationnelle,

<sup>217</sup> LIBÉRATION. « La Turquie a joué un rôle crucial dans l'offensive en Syrie ». *Libération*, 7 décembre 2024. Disponible sur : [https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/la-turquie-a-joue-un-role-crucial-dans-loffensive-en-syrie-20241207\\_DFSSHAALF5BTLBZLRP6R5633J/](https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/la-turquie-a-joue-un-role-crucial-dans-loffensive-en-syrie-20241207_DFSSHAALF5BTLBZLRP6R5633J/).

<sup>218</sup> LE MONDE. « En Libye, la Turquie exerce une influence croissante ». *Le Monde*, 17 septembre 2025. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/09/17/en-libye-la-turquie-exerce-une-influence-croissante\\_6641552\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/09/17/en-libye-la-turquie-exerce-une-influence-croissante_6641552_3212.html).

<sup>219</sup> SCHMID, Dorothée. *La Turquie en 100 questions : La puissance opportuniste*. Taillandier, 2017.

<sup>220</sup> LE MONDE. « Guerre à Gaza : après l'accord Israël-Hamas, la diplomatie internationale s'active pour consolider le plan américain ». *Le Monde*, 10 octobre 2025. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/10/10/guerre-a-gaza-apres-l-accord-israel-hamas-la-diplomatie-internationale-s-active-pour-combler-les-failles-du-plan-americain\\_6645562\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/10/10/guerre-a-gaza-apres-l-accord-israel-hamas-la-diplomatie-internationale-s-active-pour-combler-les-failles-du-plan-americain_6645562_3210.html).

renforce son statut de puissance régionale médiatrice dans un environnement multipolaire.

Parallèlement à son activisme diplomatique, la Turquie cherche à s'imposer comme un acteur énergétique central. Sa position géographique constitue un atout majeur. Située à la croisée de l'Europe, de l'Asie et du Moyen Orient, elle occupe une position charnière entre régions productrices d'hydrocarbures et marchés consommateurs européens.

Cette centralité lui permet de se présenter comme un corridor énergétique stratégique. Le développement du corridor gazier sud en est une illustration concrète. Le gazoduc TANAP, inauguré en 2018, puis sa connexion au TAP en 2020, permettent l'acheminement du gaz azerbaïdjanais vers l'Europe<sup>221</sup>. Ces infrastructures s'inscrivent dans la stratégie européenne de diversification des approvisionnements, particulièrement renforcée depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022 et la réduction des importations massives de gaz russe.

Dans ce contexte, la Turquie apparaît comme une alternative potentielle pour la sécurité énergétique européenne. Son territoire, traversé par de multiples gazoducs et doté de capacités de stockage croissantes, lui confère un rôle de transit stratégique. Le projet de faire de la Turquie un véritable hub énergétique acquiert ainsi une crédibilité nouvelle. Ankara cherche à transformer sa position géographique en levier d'influence politique dans ses relations avec l'Union européenne.

Cependant, ces ambitions demeurent encadrées par des dépendances structurelles. La Turquie reste fortement dépendante du gaz russe, qui représente environ 45 %<sup>222</sup> de sa consommation, ainsi que du gaz iranien, qui en représente

<sup>221</sup> SCHMID, Dorothée. *La Turquie en 100 questions : La puissance opportuniste*. Taillandier, 2017.

<sup>222</sup> LES ÉCHOS. « La mer Noire, théâtre des relations troubles entre la Russie et la Turquie ». *Les Échos*. Disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/la-mer-noire-theatre-des-relations-troubles-entre-la-russie-et-la-turquie-2181359>.

une part considérable également<sup>223</sup>. Cette concentration des fournisseurs constitue un facteur de vulnérabilité géopolitique. À cela s'ajoute une dépendance technologique, illustrée par la centrale nucléaire d'Akkuyu réalisée en grande partie sous-direction russe, limitant l'autonomie réelle du pays<sup>224</sup>. Ces éléments montrent que les ambitions énergétiques turques, bien que stratégiques, sont en partie bridées par ces interdépendances.

Ainsi, la Turquie contemporaine combine diplomatie d'équilibre et centralité énergétique pour s'affirmer comme puissance régionale dans un monde multipolaire. Si son rôle de médiateur apparaît consolidé par sa capacité à dialoguer avec des acteurs rivaux et à intervenir dans les dynamiques régionales, son ambition énergétique, bien que structurante, reste partiellement contrainte par des dépendances qui limitent la portée pleine de son autonomie stratégique.



---

<sup>223</sup> COURRIER INTERNATIONAL. « Énergie : la Turquie paie le prix de sa dépendance gazière ». *Courrier international*. Disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/energie-la-turquie-paie-le-prix-de-sa-dependance-gaziere>.

<sup>224</sup> *Ibid.*

# La Turquie face aux enjeux migratoires contemporains : entre géostratégie, accueil des réfugiés syriens et politique étrangère

Par Yasmine Abdi

---

Actuellement, la Turquie joue un rôle crucial dans les dynamiques de migration à l'échelle régionale et mondiale. Positionnée à l'intersection de divers courants humains qui relient le Moyen-Orient, l'Asie centrale, le Caucase, les Balkans et l'Union européenne, elle est à la fois un pays d'origine, de transit et d'accueil. Cette situation unique découle tout autant de sa géographie que de son histoire impériale, de ses anciennes relations diasporiques et de son intégration graduelle dans les dynamiques actuelles de la mondialisation. Depuis le début des années 2010, la Turquie s'est imposée comme un acteur clé dans le domaine des migrations internationales. Elle abrite environ 3,7 millions de réfugiés syriens, auxquels se joignent plusieurs centaines de milliers de migrants venant d'Afghanistan, d'Irak, d'Iran ou encore des pays africains (Balci & Tolay, 2016)<sup>225</sup>.

En plus de ces migrations forcées, il existe des mobilités plus spécialisées : étudiants étrangers, travailleurs internationaux, entrepreneurs, cadres expatriés et employés d'organisations internationales. Ainsi, la Turquie se positionne comme un véritable carrefour migratoire, à la fois sur le plan économique, éducatif et diplomatique. Au-delà des migrations forcées, la Turquie s'impose comme un hub économique et éducatif attractif. Les programmes de bourses tels que Türkiye Scholarships participent à une stratégie de soft power fondée sur

---

<sup>225</sup> Bayram Balci et Juliette Tolay, *La Turquie face aux réfugiés syriens. Entre engagement humanitaire et instrumentalisation politique*, Les Études du CERI, n° 225 (2016): 1-36, <https://sciencespo.hal.science/view/index/identifiant/hal-03389091>.

l'éducation et la coopération internationale, renforçant l'influence turque dans les Balkans, en Afrique et en Asie centrale (Balci, 2010)<sup>226</sup>.

Au niveau mondial, Ankara est considérée comme un allié crucial de l'Union européenne pour la régulation des mouvements migratoires. Le pacte UE-Turquie de 2016 a accentué cette importance centrale, tout en entraînant une multitude de critiques concernant la délocalisation du contrôle des frontières et le respect du droit international relatif à l'asile. Amnesty International explique par exemple en 2024 : *"Des personnes réfugiées ou migrantes ont cette année encore été renvoyées en toute illégalité en Syrie ou en Afghanistan, où elles risquaient d'être victimes de graves violations de leurs droits fondamentaux"* (Amnesty International 2024)<sup>227</sup>. Simultanément, la politique turque vis-à-vis de l'immigration suscite de plus en plus de controverses internes, dans un climat marqué par une crise économique, une polarisation politique et une montée des discours nationalistes.

La Turquie utilise également la migration comme un outil de soft power, notamment par l'accueil d'étudiants étrangers, l'engagement des diasporas et le partenariat éducatif et humanitaire. Cependant, cette facette positive coexiste avec des dynamiques de sécurisation et d'exploitation politique des mouvements migratoires.

Dans un contexte régional caractérisé par une instabilité persistante en Syrie, en Afghanistan ou à travers les répercussions géopolitiques et humanitaires des conflits récents au Proche-Orient, ainsi que par les conséquences durables et du changement climatique, la question de la migration est destinée à devenir encore plus cruciale. Elle est désormais reconnue comme une problématique principale

<sup>226</sup> Bayram Balci, « Mouvements migratoires entre la Turquie et les Républiques turcophones du Caucase et d'Asie centrale », *Transcontinentales* n° 8/9 (2010): document 11, <https://journals-openedition-org.lama.univ-amu.fr/transcontinentales/795>.

<sup>227</sup> Amnesty International, *Turquie : la situation des droits humains*, Amnesty International, 2024, <https://www.amnesty.org/fr/location/europe-and-central-asia/western-central-and-south-eastern-europe/turkiye/report-turkiye/>.

sur le plan humanitaire, économique, sécuritaire et diplomatique, qui façonne de manière durable la position de la Turquie à l'échelle régionale et mondiale.

## La position géostratégique de la Turquie

La Turquie jouit d'un emplacement géostratégique unique, se situant à la croisée de l'Europe et de l'Asie. Elle partage ses frontières avec huit pays et possède un accès direct aux mers Noire, Égée et Méditerranée. Historiquement, elle a toujours été une zone de transit, d'interaction et de déplacements entre diverses régions géopolitiques (Mustafa Poyraz 2023)<sup>228</sup>.

Cette configuration justifie sa position centrale dans les itinéraires migratoires actuels. Les courants migratoires provenant du Moyen-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique se regroupent en Turquie avant de se répartir, pour certains, vers la Grèce, les Balkans et l'Europe occidentale. Cette centralité géographique confère à la Turquie un rôle structurant dans la gestion des flux migratoires, la plaçant au cœur des enjeux de sécurité régionale, de coopération internationale et de gouvernance des migrations.(A. Üstübici 2019)<sup>229</sup>.

La Turquie se situe donc en tant que zone tampon entre des régions affectées par des conflits militaires, des répressions politiques et une détérioration des conditions de vie, et une zone européenne considérée comme plus stable et séduisante.

L'aspect maritime tient aussi une place prépondérante. L'Égée et la Méditerranée orientale sont devenues des régions clés pour le contrôle des migrations, où sont rassemblés les mécanismes de surveillance, de dissuasion et de collaboration sécuritaire avec l'Union européenne. Sur ce point, la Turquie se démarque de pays

<sup>228</sup>Mustafa Poyraz, « Les dynamiques migratoires et la position stratégique d'Istanbul sur la Route de la soie », *Hommes & migrations*, n° 1343 (2023): 67-74, <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/16288>.

<sup>229</sup>Ayşen Üstübici, "The Impact of Externalized Migration Governance on Turkey: Technocratic Migration Governance and the Production of Differentiated Legal Status," *Comparative Migration Studies* 7 (2019): Article 46, <https://doi.org/10.1186/s40878-019-0159-xhttps://link.springer.com/article/10.1186/s40878-019-0159-x?>

de transit tels que le Liban, la Jordanie ou le Maroc par la portée des flux qu'elle administre et par son influence politique et militaire à l'échelle régionale. (Karaçay, 2024)<sup>230</sup>.

La situation géostratégique de la Turquie lui accorde un fort pouvoir de négociation, tout en la rendant vulnérable à une pression migratoire soutenue. La gestion de ces flux positionne le pays au centre des défis liés à la sécurité régionale, à la stabilité politique et à la collaboration internationale.

### **Classification des mouvements migratoires en Turquie**

La Turquie présente une mosaïque de profils, de statuts et de motivations au sein de ses dynamiques migratoires, ce qui reflète la complexité grandissante des migrations actuelles.

Les déplacements forcés représentent l'aspect le plus apparent et le plus politisé. Depuis 2011, la Turquie a accueilli des millions de Syriens, auxquels se sont joints des Afghans, des Irakiens et des Iraniens cherchant à fuir les guerres, les persécutions ou l'effondrement économique de leurs nations d'origine. Ces groupes sont soumis à différents statuts juridiques, souvent instables, qui influencent leur accès aux droits sociaux, à l'emploi légal et à la protection internationale. (Zaimoğlu, 2024)<sup>231</sup>.

La Turquie occupe également une position clé en tant que pays de passage. Un grand nombre de migrants sans papiers y passent un séjour temporaire, aspirant à rejoindre l'Union européenne. Ce rôle de transit a accentué la collaboration en matière de sécurité avec l'UE et positionne la Turquie dans une dynamique d'externalisation du contrôle des frontières européennes, transformant le pays en

<sup>230</sup> Ayşem Biriz Karaçay, "The EU-Türkiye Deal and the Eastern Mediterranean Route: A Success or a Failure," *ISPEC International Journal of Social Sciences & Humanities* 8, no. 1 (2024): 173-182, <https://doi.org/10.5281/zenodo.10806362>.

<sup>231</sup> Fulya Memişoğlu Zaimoğlu, *International Migration in 2023 and its Reverberations in Türkiye*, Türkiye Humanitarian Action Overview, Turkish Red Crescent Academy, 2024, <https://yillik.kizilayakademi.org.tr/en/international-migration-in-2023-and-its-reverberations-in-turkiye/>.

un acteur crucial de la gestion migratoire européenne sans pour autant lui conférer les bénéfices politiques liés à l'adhésion. Les travailleurs migrants proviennent majoritairement d'Asie, du Caucase et d'Afrique et sont employés dans des domaines qui requièrent beaucoup de main-d'œuvre tels que la construction, l'agriculture, le textile ou encore les services à domicile. Ces migrants, fréquemment relégués dans le secteur informel, apportent une contribution notable à l'économie de la Turquie, tout en demeurant vulnérables et sujets à l'exploitation (Yanuar, 2024)<sup>232</sup>. Près d'un million de Syriens travaillent en Turquie, bien au-delà du nombre officiellement déclarés par permis de travail : Seulement 100 000 Syriens ont un permis de travail, mais des experts estiment qu'environ 1 million travaillent, principalement dans la construction, l'industrie manufacturière, le textile<sup>233</sup>. La stratégie migratoire et diplomatique turque accorde une importance grandissante aux migrations étudiantes. À l'aide d'initiatives comme les Bourses Türkiye, Ankara vise à séduire des étudiants venus de l'étranger, particulièrement ceux des pays musulmans, africains et turcophones. Ces échanges éducatifs contribuent à une stratégie de soft power destinée à accroître l'influence régionale et mondiale de la Turquie (Langputeh, 2025)<sup>234</sup>. Pour finir, la Turquie est caractérisée par des mouvements d'expatriation et de retour comme c'est le cas de Hatice Turp, membre de la diaspora turque en France, explique pourquoi elle a décidé de rentrer s'installer en Turquie après plusieurs années passées à l'étranger : *« J'ai grandi en France au sein d'une famille turque très attachée à ses racines. Pendant longtemps, je pensais que ma vie se construirait définitivement là-bas. Mais plus les années passaient, plus je ressentais le besoin de me rapprocher de ma culture et de mon pays d'origine. Revenir en Turquie*

<sup>232</sup> Daffa Ramadhani Yanuar, "Indonesian Migrant Women Workers in Türkiye and Media Representation at Home: Precarity Works and Mediating the State Protection," *Turkish Journal of Diaspora Studies* (2024): 180-202, <https://doi.org/10.52241/TJDS.2024.0077>.

<sup>233</sup> L'Orient-Le Jour, *En Turquie, le secteur textile craint de perdre ses ouvriers syriens*, AFP, 12 février 2025. <https://www.lorientlejour.com/article/1447494/en-turquie-le-secteur-textile-craint-de-perdre-ses-ouvriers-syriens-reportage>.

<sup>234</sup> Muslim Langputeh, "Türkiye'de Eğitim Gören Taylandlı Öğrencilerin Karar Verme Sürecinde Yumuşak Güç Etkileri," *Journal of Migration and Political Studies* 3, no. 1 (2025): 21-41, <https://doi.org/10.69510/mipos.1637097>.

*a été une décision difficile, mais aussi très libératrice. Ici, j'ai retrouvé un sentiment d'appartenance, même si je reste marquée par mon parcours en France. Aujourd'hui, je me sens entre deux mondes, mais c'est une richesse plus qu'un obstacle* ». Des cadres, des entrepreneurs et des membres d'organisations internationales s'établissent de manière permanente dans les grandes villes métropolitaines, alors que quelques citoyens turcs rentrés d'Europe détiennent toujours une double nationalité. Ces déplacements mettent en évidence la fonction structurante des diasporas dans les mouvements contemporains et dans les interactions transnationales.

## **Concentration sur la question des réfugiés syriens : défis humanitaires, économiques et diplomatiques**

### Contexte de départ

L'éruption de la guerre civile en Syrie en 2011 a engendré un déplacement massif de populations vers les nations limitrophes. La Turquie a d'abord mis en place une politique de portes ouvertes, recevant petit à petit plus de 3,7 millions de réfugiés syriens. Ils bénéficient d'une protection temporaire qui leur permet d'accéder à certains services essentiels, sans pour autant leur accorder le statut de réfugié tel que défini par le droit international. Cette stratégie pratique, mise en avant comme un acte humanitaire, a favorisé une intervention rapide face à la crise tout en plaçant les réfugiés dans une condition juridique précaire et pérenne (Çelik, 2021)<sup>235</sup>.

### Gestion et défis internes

L'hébergement prolongé des réfugiés syriens a mis une tension importante sur les services publics, en particulier dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du logement et de l'emploi. En première ligne, les municipalités ont été amenées à

<sup>235</sup> Çetin Çelik, "Forced Migration and Protection: Turkey's Domestic Responses to the Syrian Refugees," *European Review*, 2021, <https://doi.org/10.1017/S1062798721000095>.

modifier leurs infrastructures et leurs politiques sociales, souvent en l'absence de ressources suffisantes. Dans un climat de crise économique, de chômage élevé et d'inflation, la présence des réfugiés s'est transformée en source de tensions sociales. Des propos xénophobes ont émergé, parfois diffusés par des personnalités politiques qui exploitent la problématique migratoire pour des objectifs électoraux. La migration s'impose ainsi comme un enjeu central du débat politique interne (Saraçoğlu & Bélanger, 2019)<sup>236</sup>.

#### Après-Assad : retours et conséquence

L'éventualité d'une transformation politique en Syrie suscite l'interrogation sur le retour volontaire des réfugiés. Bien que quelques retours vers des régions considérées comme sûres soient possibles, ils restent restreints et dépendants de la sécurité, de la réhabilitation des infrastructures et des assurances politiques. Pour la Turquie, le défi réside dans l'équilibre entre l'engagement humanitaire, les contraintes de l'opinion publique et les nécessités diplomatiques. Ces dynamiques ont des conséquences importantes pour les liens avec l'Union européenne et les intervenants régionaux. De plus, l'intensification des tensions au Proche-Orient depuis le 7 octobre réveille les inquiétudes concernant une potentielle hausse des déplacements de réfugiés palestiniens, ajoutant ainsi à la complexité du panorama migratoire régional.

### La migration en tant qu'instrument de politique étrangère

#### Le traité UE-Turquie de 2016

Le pacte migratoire signé en 2016 entre l'Union européenne et la Turquie met en évidence l'importance stratégique de ce dernier dans la régulation des migrations. Basé sur une approche d'externalisation de la surveillance des frontières européennes, il envisage un soutien financier pour l'accueil des réfugiés en

<sup>236</sup> Cenk Saraçoğlu et Danièle Bélanger, "Syrians in Turkey: From Guests to Enemies?" *Patterns of Prejudice* 53, no. 4 (2019): 363-383, <https://share.google/Qh7kkPfsuFpExUtOC>.

Turquie, en contrepartie d'une collaboration accrue concernant la gestion des flux migratoires et la réadmission. Cet arrangement a fortement structuré les liens entre l'Europe et la Turquie, tout en provoquant des critiques juridiques et politiques intenses. Plusieurs organisations critiquent une violation du droit international d'asile et une décentralisation des responsabilités européennes vers un pays tiers (Üstübici, A. 2019)<sup>237</sup>.

### Migration et instrument diplomatique

Ankara utilise également la migration comme un outil de diplomatie. Dans un contexte d'interdépendances et d'asymétries de pouvoir, l'ouverture des frontières vers l'Union européenne est fréquemment utilisée comme instrument de pression.

Cette exploitation souligne les contraintes d'une collaboration principalement axée sur des exigences de sécurité. Elle met aussi en évidence l'importance cruciale de la migration dans la politique étrangère turque, à l'intersection des problématiques de sécurité, de souveraineté et de réputation internationale (Demirbaş & Miliou, 2023)<sup>238</sup>.

### Conclusion

La Turquie se positionne comme un acteur clé des dynamiques migratoires actuelles. En tant que nation d'accueil, de transit et de représentation diplomatique, elle se trouve dans une position stratégique qui la situe au centre des défis humanitaires, économiques, sécuritaires et diplomatiques de la zone.

<sup>237</sup> Ayşen Üstübici, « *The impact of externalized migration governance on Turkey: technocratic migration governance and the production of differentiated legal status* », *Comparative Migration Studies*, vol. 7, article 46, 2019, DOI : 10.1186/s40878-019-0159-x.

<sup>238</sup> E. Demirbaş et C. Miliou, "Looking at the EU-Turkey Deal: The Implications for Migrants in Greece and Turkey", dans R. Zapata-Barrero & I. Awad (éds.), *Migrations in the Mediterranean*, Springer, Cham, 2023, [https://doi.org/10.1007/978-3-031-42264-5\\_2](https://doi.org/10.1007/978-3-031-42264-5_2).

L'examen de la politique migratoire de la Turquie met en lumière un équilibre précaire entre l'impératif humanitaire, le contrôle des frontières et l'exploitation politique de la migration, aussi bien sur le plan national qu'au niveau des relations avec l'Union européenne. L'administration de cette situation est complexe, comme en témoignent les tensions sociales, les réarrangements politiques internes et les critiques à l'échelle internationale. Dans le futur, l'évolution des crises à l'échelle régionale, la continuité des conflits, l'intensification du nationalisme et les répercussions du changement climatique devraient exacerber les flux migratoires vers la Turquie.





[publication@jeunes-ihedn.org](mailto:publication@jeunes-ihedn.org)